

Vive le grand et invincible
drapeau de
Marx-Engels-Lénine
Staline

vive
l'INTERNATIONALE
COMMUNISTE

LA VIE DU PARTI

MILITANTS
Lisez et étudiez
le chapitre de la
"VIE DU PARTI"
consacré au travail
dans les syndicats.

VIVE le
Parti Communiste Français (S.F.I.C.)
qui dirigé par des hommes comme ;
Thorez-Duclos-Marty-Cachin-Fruchon etc.
conduira le peuple de France à la
victoire.

Pendant que les impérialistes aux prises s'usent et imposent aux peuples des métropoles et des colonies un régime odieux de servitude et de privations; pendant que l'Angleterre et les Etats-Unis sont amenés, en raison des contradictions impérialistes qui les opposent au Japon, à aider la Chine nationale dans sa guerre de libération; pendant que s'accumulent partout de nouveaux arguments de colère parmi les peuples; pendant que partout s'aggravent les contradictions entre impérialistes, "le pays du socialisme, l'Union Soviétique de Lénine et Staline, forte de ses 193 Millions d'habitants, forte de son invincible Armée Rouge, forte de son économie socialiste en pleine croissance, forte de son agriculture socialiste la plus mécanisée du monde, forte de l'unité de ses peuples fraternellement unis en pleine égalité de droits, augmente chaque jour sa puissance politique, économique et militaire, prête à faire face à toutes les tentatives d'agression des impérialistes" (Lettre de Maurice Thorez & Jacques Duclos aux militants communistes).

Centre toute nouvelle entrée de la France dans la guerre impérialiste.

C'est en raison des difficultés rencontrées dans la poursuite de la guerre impérialiste, que l'Allemagne adopta la soi-disant politique de collaboration avec l'équipe de Vichy et ce plan de collaboration, élaboré par le traître Laval, visait à entraîner notre pays dans la guerre à la remorque de l'Allemagne, alors que déjà l'utilisation de la France occupée, comme base d'opérations militaires, coûte chaque jour la vie à des Français et accumule beaucoup de ruines.

Notre Parti a pris nettement position contre toute tentative d'entraîner la France à nouveau dans la guerre impérialiste, dans quelque camp que ce soit, et dans leur lettre aux militants communistes, les camarades Maurice Thorez et Jacques Duclos se sont ainsi exprimés à ce sujet : "on tentera peut-être d'entraîner à nouveau notre malheureux pays dans la guerre impérialiste, les traîtres Briot et Gitton voulant que les Français mettent "encore au dos" pour faire la guerre à l'Angleterre, afin d'aider l'Allemagne; les agents de de Gaulle voulant faire tuer des Français dans sa lutte contre l'Allemagne. De même qu'il a combattu hier la guerre impérialiste, le Parti Communiste combattra toute tentative quelle qu'elle soit de jeter à nouveau la France dans la guerre impérialiste".

La politique de "collaboration" adoptée par les classes dirigeantes françaises a été sans nul doute l'expression de la volonté des capitalistes français de placer leurs privilèges de classe sous la protection des armées d'occupation. Cet état d'esprit des capitalistes français a été défini par un observateur allemand, le lieutenant Kurt Krünzlein, qui dans le journal "Deutsche Zeitung in Frankreich" déclare, parlant de la présence des allemands en France : "Ils sont considérés comme un élément d'ordre qui empêche -heureusement- que le peuple se soulève..."

De même que Thiers, en 1871, s'était placé sous la protection de Bismarck, de même aujourd'hui, les maîtres provisoires de la France se sont mis sous la protection des occupants qui, depuis des semaines, font faire à longueur de colonnes, l'éloge du Maréchal par leurs valets de plume, mais tout ne va pas comme le voudraient MM. Metz et de Brinon.

La vérité est que, aux yeux des capitalistes français l'Allemagne du début de 1941 apparaît moins près de la victoire que l'Allemagne de Juin 1940; pour cette raison, les courants anglophiles deviennent plus actifs dans les milieux de la bourgeoisie française et gravitent autour du gouvernement de Vichy, quand ce n'est pas à l'intérieur même du gouvernement.

Mais en plus de cela, le principal obstacle à la politique de "collaboration" avec l'Allemagne réside dans la volonté de l'immense majorité du peuple français de ne pas être un peuple d'esclaves soumis aux maîtres du 3ème Reich.

Ce qu'est la Collaboration

Le mot "collaboration" est aussi impropre aujourd'hui que celui de "non-intervention" employé par Blum lors de la guerre d'Espagne. La "non-intervention", selon Blum, n'était pas autre chose que la tolérance et le soutien de l'intervention italo-allemande en Espagne, cependant que la "collaboration" définie à Montoire n'est pas autre chose que la soumission de la France à toutes les volontés des maîtres de l'Allemagne.

Le peuple de France peut déjà juger sur pièces. Contrairement aux clauses du Traité d'Armistice, l'Alsace-Lorraine a été annexée par le Reich au mépris absolu des droits peuples à disposer d'eux-mêmes; des Alsaciens et des Lorrains ont été chassés de chez eux, contraints de tout abandonner, n'ayant le droit d'emporter que 30 Kilog de bagages et 2.000 Francs.

Au surplus, dans certains villages de la France occupée, les officiers se conduisent à la manière de Gessler, obligeant les habitants à les saluer et multipliant les brimades. Certains officiers ont même la gifle facile et les travailleurs français n'aiment pas de telles moeurs de caractère féodal.

Les masses laborieuses de France ont conscience aussi que si le ravitaillement est scandaleusement désorganisé et si le "marché noir" est si important, c'est peut-être parce que les spéculateurs français trouvent des complaisances, pour ne pas dire des complicités dans certains milieux occupants.

Si on ajoute à cela la fusillade d'étudiants parisiens le 11 novembre et l'exécution de Français coupables soi-disant de s'être livrés à des actes de violence contre des membres de l'armée allemande, sans qu'on sache si ces hommes avaient tout simplement riposté à une gifle par un coup de poing, on comprend aisément la nature des sentiments qui animent les masses populaires de France, sentiments que les capitalistes parisiens de l'Angleterre voudraient orienter dans le sens du chauvinisme et que nous devons orienter, nous communistes, dans le sens de la fraternité avec le peuple allemand que nous ne confondons pas avec ses maîtres du moment.

Quant aux conséquences économiques de l'occupation, sans parler des réquisitions de matières premières, de bestiaux, etc. le peuple de France supporte le poids écrasant d'une indemnité journalière de 400 millions pour l'entretien de l'armée occupante. C'est ainsi que le budget de l'Etat pour le 1er trimestre 1941 est de 24 Milliards, alors que les sommes à verser pour l'armée d'occupation sont, pour la même période, de 36 Milliards. Cela revient à dire qu'avec la somme versée chaque jour à l'armée allemande, on pourrait payer pendant un an une

-4-

retraite de 6.000 Fra à 66.666 vieux travailleurs, ce qui signifie qu'avec l'indemnité versée en un mois, la retraite de 2 Millions de vieux au taux de 6.000 Fra serait assurée pour une année.

En résumé, l'hostilité du peuple français à la politique de collaboration de Montoire est profonde. Notre peuple sent que le rêve des maîtres du 3ème Reich est d'entourer l'Allemagne de pays assujettis, désindustrialisés, servant de débouchés commerciaux au Reich et ayant pour mission de lui fournir des matières premières et des produits agricoles. Le peuple français sent que, de même que la prospérité de l'Angleterre était basée sur l'exploitation d'un immense empire colonial, de même les maîtres du 3ème Reich voudraient fonder la prospérité du capitalisme allemand (et non du peuple allemand) sur l'exploitation des protectorats et des nations asservies de l'Europe ainsi que de leurs possessions coloniales. Voilà pourquoi le mot "collaboration" prend dans l'esprit public son véritable sens qui est "soumission".

Cela joint aux divergences qui existent entre groupes capitalistes français explique les difficultés rencontrées par l'équipe de Vichy et les changements apportés dans le personnel gouvernemental de la France.

Le Débarquement de Laval.

On sait le rôle joué par Laval en Juin dernier pour établir la dictature de Pétain; il convia, avec succès, députés et sénateurs à faire hara-kiri, après quoi le 13 Juillet 1940, le vieux maréchal signait l'acte constitutionnel N° 4 faisant du traître d'Aubervilliers, le dauphin de France.

Laval n'était à ce moment-là que Vice-président du Conseil et le portefeuille des Affaires Etrangères était détenu par un anglophile camouflé, M. Paul Baudouin, un des principaux représentants de la haute finance française.

Laval prit comme collaborateur, dès le mois de Juillet, le fameux de Brinon, bien connu pour sa carrière d'espion et de traître; il prépara d'abord son entrevue avec Hitler le 23 Octobre, puis celle de Pétain et du Führer deux jours plus tard. Le 28 Octobre, Laval enlevait le portefeuille des Affaires Etrangères à Baudouin; le 2 Novembre il nommait le comte de Brinon ambassadeur de France; le 10 il rencontrait Goering et six jours plus tard, le magnignon d'Aubervilliers rencontrait à Paris le Ministre des Affaires Etrangères d'Espagne en route pour l'Allemagne. En bref, le nom de Pierre Laval s'inscrivait dans tous les actes de la "collaboration" franco-allemande ou plus exactement de la soumission de la France, ce qui explique pourquoi le peuple de France nourrit une profonde aversion à l'égard de cet aventurier.

La politique d'alignement de la France sur les puissances de l'axe ne pouvait pas ne pas avoir comme répercussion sur le plan intérieur, une vague effroyable de répression, la destruction de l'école laïque, le triomphe de l'obscurantisme avec le retour des Congrégations, la destruction de toute liberté y compris la liberté d'élire les conseils municipaux pour les 4/5 des Français. Au surplus, Peyrouton qui, le 6 Septembre, avait remplacé Marquet à l'Intérieur, avait constitué en novembre une police auxiliaire (Groupes de Protection) ce qui exprimait, d'une

-5-

part, le caractère féroce réactionnaire de la bande ministérielle de Vichy (le dynamiteur de la Rue de Presbourg, le dénommé Métemier était chef des G.P. à Clermont-Ferrand et le docteur Sabiani l'était à Marseille) et, d'autre part, les divergences existant au sein du gouvernement.

Laval et de Brinon avaient préparé avec Abetz, le retour des cendres de "l'Aiglon" et ils voulaient faire de la cérémonie des Invalides une grande manifestation qui, en présence de Pétain aurait scellé avec éclat la politique de collaboration franco-allemande. On annonçait, en même temps, l'installation prochaine de Pétain à Versailles, mais voilà que le 14 Décembre au soir, la radio de Vichy fit entendre le vieux Maréchal. Dans une brève déclaration, celui-ci fit savoir qu'il avait remplacé Laval par Flandin au Ministère des Affaires Etrangères après avoir informé Hitler que ce changement ne modifiait en rien la politique de collaboration de Montoire-sur-Loir. Pétain annonça en outre, que l'acte constitutionnel N° 4, c'est-à-dire l'acte qui faisait de Laval le successeur désigné du chef de l'Etat, était abrogé; quant aux raisons données, elles étaient seules le maréchal relatives à des questions de politique intérieure.

Les exigences de l'Allemagne.

La vérité est que l'Allemagne demandait au gouvernement de Vichy comme gage de la collaboration :

1° - L'utilisation de bases navales métropolitaines et coloniales; - 2° - L'utilisation de certains unités de la marine française dans la guerre contre l'Angleterre, autant d'exigences auxquelles Laval avait souscrit alors qu'elles rencontraient des résistances à Vichy en raison, d'une part, de l'hostilité du peuple français à une nouvelle participation à la guerre impérialiste et, d'autre part, en raison de certains changements d'attitude intervenus dans les milieux capitalistes français, du fait des difficultés rencontrées par l'Allemagne dans la poursuite de la guerre et du fait des échecs essuyés par l'Italie.

La presse de la zone occupée garda le silence sur ces faits, ce qui donna une idée de la valeur de ses informations, mais les choses ne pouvaient en rester là. En débarquant le traître Laval et en nommant Flandin, un autre traître, Pétain rendait publiques les difficultés politiques rencontrées par son gouvernement. Le silence imposé à la presse vendue de la zone occupée n'avait d'ailleurs pas d'autre but que de permettre la réintégration de Laval au sein du gouvernement, en cachant son débarquement au grand public, mais la Radio de Vichy avait parlé et l'opération d'étouffement s'avérait de ce fait, assez difficile.

Le soir même du 14 Décembre, quelques instants après la déclaration de Pétain, annonçant le limogeage de Laval, l'Ambassadeur allemand Abetz, discourant à l'Ambassade d'Allemagne à propos du retour des cendres de "l'Aiglon" parlait de Laval à propos du retour des cendres de "l'Aiglon" parlait de Laval comme du "seul" garant de la politique de collaboration". Le 17 Décembre, Abetz était à Vichy pour faire libérer Laval arrêté par les G.P. de Peyrouton, et pour demander sa réintégration au sein de gouvernement. Abetz n'obtint pas tout ce qu'il voulait, mais il enleva la nomination de De Brinon comme délégué du gouvernement à Paris ainsi que la dissolution des G. P.

de Peyrouton. Quant à Laval, il fut libéré et rejoignit Paris, pour se mettre à la disposition de ses patrons, les occupants.

Le nouveau Ministre des Affaires Etrangères, Flandin, l'homme au télégramme, n'est pas venu officiellement à Paris, depuis sa nomination; c'est l'amiral Darlan qui est venu prendre contact avec des personnalités allemandes, lesquelles formulèrent toujours les exigences acceptées par Laval, cependant que l'arrivée à Vichy du nouvel ambassadeur des Etats-Unis prend le caractère d'une pression dans un sens opposé à l'acceptation des exigences allemandes.

La crise continue à Vichy; le ministre Baudouin a donné sa démission et la fameuse stabilité gouvernementale dont parlaient les thuriféraires de Pétain pour accabler la République, paraît singulièrement fragile. En réalité, la crise de Vichy, dont on ne peut savoir comment elle se résoudra, témoigne d'une part, de l'hostilité profonde du peuple français à une politique de soumission à l'impérialisme allemand et, d'autre part, de la conviction qu'ont certains milieux capitalistes français que les chances de victoire de l'Allemagne ont diminué dans la dernière période.

Mais ce qui apparaît nettement, c'est que Pétain est considéré comme un instrument par les impérialismes rivaux. Les impérialistes allemands ont fait exalter la figure du vieux Maréchal, avec l'espoir qu'il livrerait la France au nazisme comme son vieux collègue Hindenburg lui livra l'Allemagne. Quant aux Anglais, ils ont fait eux aussi la cour à Pétain, l'encourageant à la résistance, ce qui donne du gouvernement une singulière idée. Ce gouvernement n'est en réalité qu'un jouet entre les mains des impérialistes rivaux, mais il n'est pas, il ne peut pas être le gouvernement de la France laborieuse qui n'attend le salut ni de la victoire de l'impérialisme allemand, ni de la victoire de l'impérialisme anglais, mais de leur défaite commune et de la victoire du socialisme.

La France livrée aux Trusts.

Le gouvernement de Vichy sachant fort bien que le peuple aspire à de profonds changements, essaye de cacher son entre-prise de réaction et de protection des privilèges capitalistes derrière la formule de "Révolution Nationale", mais derrière cette formule, la réalité qui s'offre au peuple de France c'est la mainmise des 200 familles sur l'ensemble de l'économie française. Hier, cette mainmise se faisait par le canal du Comité des Forges et de la Confédération générale du patronat français. Aujourd'hui, ces organismes ayant été théoriquement dissous pour donner un semblant de justification à la dissolution de la C.O.T. c'est par l'entrée directe des hommes des trusts dans les Comités d'Organisation professionnels institués par le gouvernement que se réalise la domination effective de ces 200 familles sur notre malheureux pays, comme en témoignent les faits suivants:

C'est dans les Conseils d'Administration et dans les Directions Générales des plus grandes firmes que M.M. Belin et consorts sont allés chercher les dirigeants des Comités d'Organisation.

A tout seigneur, tout honneur: les Etablissements Schneider bien connus dans le monde des marchands de canons internationaux sont installés officiellement dans trois C.O. - En effet, le Président du Comité d'Organisation de la Sidérurgie est un M. Jules Aubrun et son titre est: ancien directeur général des Etablissements Schneider. Soyez persuadés qu'il a gardé d'excellents contacts avec la firme.

Les crédits accordés aux transports ferroviaires s'annoncent importants (reconstruction, réfection, remplacement de matériel détruit). Aussi, les Etablissements Schneider n'ont-ils pas oublié cette branche où il y a des centaines de millions à "gagner": M. Paul Delahousse représente les Etablissements Schneider au C.O. du matériel des transports ferroviaires, où se trouvent également Maurice Roy (Ets Dietrich), Jules Lange (Ets Gail) et Métenier (Sté Franco-Belge).

Voici encore le même M. Delahousse au C.O. des Machines thermiques, hydrauliques et pneumatiques. Avec lui: Marcel Danbon directeur général de l'Alstom; Jean Louis administrateur de Babcock et Wilcox et Anxionnaz (Sté Rateau).

Ne quittons pas la métallurgie et rappelons qu'au C.O. de la Sidérurgie déjà cité, se trouvent représentés, outre Schneider, les firmes suivantes qui sont les plus importantes de l'ex-Comité des Forges: Forges et Aciéries Marine et Homécourt (délégué: Léon Daum) - Forges de Chatillon-Commentry (Jean Dupuy); - Aciéries de Longwy (Bugène Roy).

Au C.O. de la Fonderie, c'est Maurice Ollivier qui préside. Il connaît déjà ses fonctions. En effet, il est déjà président de la Fédération des Syndicats (patronaux) de la métallurgie. Le choix a été bien fait. Avec lui, Ricard (de la Société Générale de Fonderie), Didierjean (Aciéries Paris-Outreau) et Georges Morin (Fonderies de Font-à-Mousson).

On a discuté spectaculairement le Comité des Forges. Mais on a donné aux plus puissants maîtres de forges les moyens de se placer dans les organismes officiels où ils seront plus forts que jamais: ce secteur si important de l'industrie est placé entièrement sous leur coupe. En particulier la répartition des commandes, la fixation des prix sont du ressort des Comités d'Organisation. Ces Messieurs vont se servir principalement!

Même situation pour l'Automobile et le Cycle où, aux côtés du Baron Petiet et de F. Lehideux, on trouve L.P. Peugeot, André Lamy administrateur de Citroën (c'est-à-dire Michelin en place) et M. Dollfus administrateur de la Société "française" Ford.

Dans le Commerce de l'Automobile, on trouve R. Mattei, l'homme d'affaires marseillais qui règne sur tout le Sud-est.

Le trust des Produits Chimiques a, bien entendu, lui aussi, placé ses hommes. Les voici avec M. G.-J. Painvin vice-président, délégué de la toute-puissante Société d'Electrochimie d'Ugine et administrateur d'autres sociétés dont le Crédit Commercial de France (Capital: 200 Millions); avec Marcel Bo, de la firme Rhône-Poulenc; Keller (Forges d'Audincourt) et G. Thesmar (Matières Colorantes de St-Denis).

On manque de charbon? Croyez-vous que le sort de mil -

-2-

lions de pauvres gens de France - comme celui des mineurs - inté-
resse particulièrement le président du C.O. de l'Industrie du
Combustible, M. Loperaq directeur général de la firme internatio-
nale l'Union Européenne Industrielle et Financière. Les intérêts
français sont entre de bonnes mains. Lui sont adjoints: Emile
Marterer (Mines de Blanzey) et Maxime Bocher (des Mines de Lens;
225 Millions de capital) et administrateur de deux autres So-
ciétés.

Le trust de l'Energie Electrique est également bien en pla-
ce avec quelques-uns de ses hommes les plus représentatifs:
Boutteville président du C.O., administrateur de l'Union d'Elec-
tricité; Robert Desprès (Energie Electrique); Dupin (Laminage
du Havre) et Perilhou (Mines de Béthune).

Les marchands de béton, déjà si bien servis dans la construc-
tion de la ligne Maginot (des milliards engloutis pour rien)
se sont installés au C.O. des Chaux et Ciment. Le Président en
est un homme de De Wendel: H. Pagezy, ingénieur en chef des Mi-
nes de Pennaroya, et ses collaborateurs immédiats sont: Chau-
son (de Follet et Chausson) - Cuvelier (Sté du Portland) - R.
Lahaye (Ciments du Maroc) etc...

Grands filateurs et tisseurs du Nord et de l'Est se sont
répartis les postes du C.O. du Textile. C'est M. Fernand Motte
qui s'occupe du coton et Tiberghien de la laine. Avec eux, Mar-
cel Boussac (Comptoir de l'Industrie Cotonnière); Laederich,
(Syndicat Cotonnier de l'Est) et Cartier-Bresson. - Jean Bariez
gros soyeux de Lyon est à la Soie et Roger Saint, de la firme
Saint Frères, aux jutes et fibres dures.

Le trust des produits chimiques s'est réservé la branche
"fibres artificielles" avec Marcel Bo de Rhône-Poulenc, déjà
cité.

Nous n'avons donné que la composition des Comités d'Orga-
nisation des plus importantes industries, mais il en est de mê-
me partout, du vêtement à l'industrie hôtelière; de la naviga-
tion au cuir, en passant par les transports routiers.

Rien d'étonnant à ce que sous la tutelle des hommes de ces
trusts, le peuple de France souffre terriblement de la misère,
de la faim, du froid. Les salaires sont insuffisants, les allo-
cations de chômage sont anormalement basses et ne sont pas ac-
cordées à tous les sans-travail; le ravitaillement est si défec-
tueusement organisé que les populations subissent de terribles
privations pendant que les spéculateurs du "marché noir" réali-
sent de scandaleuses fortunes sur la misère du peuple; l'infla-
tion se poursuit, ce qui explique le manque de confiance de ces
masses populaires et notamment des paysans dans la monnaie fran-
çaise.

La Défense des masses populaires.

Les gouvernants se rendant compte du terrible fardeau de
misère qu'ils font peser sur le peuple, ont créé "l'Entr'aide-
d'Hiver" qui sert, en premier lieu, à casser certaines créatu-
res comme Montagnon, Levillain et autres personnages du clan
Doriot, mais le peuple sent, et nous devons lui faire sentir
avec chaque jour davantage de force que, si on faisait payer
les riches, si on confisquait les bénéfices de guerre qui at-
teignent un minimum de 100 Milliards, on pourrait sauver le

peuple de France de la famine et du froid.

-3-

Notre Parti doit être l'organisateur inlassable de la dé-
fense des masses populaires; c'est en tenant compte de cette né-
cessité politique que nous consacrons une part importante de ce
numéro de la "Vie du Parti" au travail dans les syndicats.

Dans leur lettre aux militants communistes, Maurice Thorez
et Jacques Duclos ont, au nom du Comité Central, attiré l'atten-
tion du Parti tout entier sur la nécessité de tout mettre en
œuvre pour organiser la défense des revendications des masses
laborieuses. Voici ce qu'on peut lire dans cette lettre:

"De grandes tâches s'offrent à nous, chers camarades,
"des tâches que vous saurez remplir avec intelligence et
"dévouement. Mieux encore que pendant la participation de
"la France à la guerre impérialiste notre politique est com-
"prise par le peuple. Nous sommes le seul Parti qui n'a i à
"pas fait faillite, le seul parti qui soit resté debout, au
"milieu des événements, le seul parti qui ait donné des preu-
"ves de clairvoyance et de courage. C'est là la raison pour
"laquelle monte vers nous un grand courant de confiance po-
"pulaire.

"Mais il ne suffit pas d'avoir eu raison dans la lut-
"te contre la guerre impérialiste pour mériter et garder la
"confiance du peuple: on ne fait confiance qu'à ceux qui a-
"gissent sans trêve ni défaillance et c'est pourquoi notre
"devoir est d'agir, de nous lier, de nous mêler à la masse
"des travailleurs.

"Notre devoir est de montrer patiemment aux ouvriers
"que leur intérêt est d'entrer en masse dans les syndicats
"pour se défendre contre les attaques du grand patronat qui
"veut prendre sa revanche des conquêtes sociales de Juin
"1936, pour faire échec aux plans de domestication du mou-
"vement syndical et obtenir par l'action de masse, que les
"les travailleurs soient maîtres de leurs syndicats qui
"doivent être des organismes de défense des droits ouvriers

"Notre devoir est de lutter avec les chômeurs réduits
"à la famine pour exiger le relèvement de leur allocation
"de chômage et du travail aux conditions prévues dans les
"conventions collectives.

"Notre devoir est de lutter avec les vieux pour exi-
"ger non pas une aumône, mais une retraite décente, attri-
"buée à tous, aussi bien aux vieux paysans, commerçants et
"artisans qu'aux vieux ouvriers.

"Notre devoir est de lutter, pour améliorer leur sort,
"avec les démobilisés qui sont laissés dans l'abandon et
"dans la misère tandis que les généraux battus reçoivent
"des sinécures.

"Notre devoir est de lutter avec les familles des
"prisonniers de guerre pour exiger que les malheureux cap-
"tifs soient dignement traités et pour obtenir leur prompt
"retour.

"Notre devoir est de lutter avec les jeunes pour exi-
"ger qu'on leur donne un métier et du travail en même temps
"que pour obtenir la suppression des camps de dressage d'
"importation étrangère.

"Notre devoir est de lutter avec les petits commerçants
"contre les trusts qui veulent les ruiner.

10.
" Notre devoir est de lutter avec les paysans pour défendre leurs revendications et réaliser l'alliance des ouvriers et des paysans, alliance indispensable au bien commun."

" Notre devoir est de lutter avec les intellectuels, avec les instituteurs contre l'obscurantisme, contre les atteintes intolérables portées à l'école laïque avec le retour des congrégations et avec la suppression des Ecoles Normales qui a pour objet d'empêcher les fils d'ouvriers, de paysans et de petites gens de devenir instituteurs."

" Notre devoir est de lutter avec les fonctionnaires, pour les défendre contre leur mise en tutelle, contre le règne du bon plaisir instauré par le gouvernement."

" Gardez-vous, camarades, de rester isolés dans une sorte de tour d'ivoire en vous contentant d'affirmer que le parti a eu raison, sans vous mêler à la masse, sans faire écho à ses plaintes et sans participer à ses luttes. La place de tout communiste est dans le mouvement de masse c'est dans le contact permanent avec les masses populaires que notre parti puise sa force et son influence politique."

" Nous sommes obligés, en raison des conditions d'illégalité de notre travail, de répartir les adhérents en petits groupes, mais chacun de ces groupes doit plonger dans la masse, dans telle ou telle organisation de masse, dans tel ou tel comité populaire où doivent se recruter de nouveaux adhérents pour constituer de nouveaux groupes et élargir nos bases d'influence sur la masse."

Que tous nos militants s'inspirent de ces conseils. Il est indispensable que notre Parti lutte sans trêve pour la cause du peuple, sans se laisser arrêter par les obstacles que l'ennemi de classe accumule sur notre chemin et en prenant toutes les mesures qui s'imposent pour faire échec aux plans répressifs du capitalisme.

PAS de passivité, sous prétexte d'attendre des moments plus décisifs.

Parci, par là, certaines voix s'élèvent pour dire : "attendez, ne faisons rien maintenant, réservons-nous pour des moments plus décisifs, etc..." Si de telles suggestions étaient suivies, si notre Parti se laissait entraîner sur le chemin de la passivité au lieu de combattre pied à pied pour la défense du peuple, ne subirait-il pas la désaffection des masses? C'est seulement par une lutte opiniâtre menée avec ténacité et une volonté révolutionnaires que notre Parti accroîtra son influence sur les masses et sera à même, demain, de tirer toutes les conséquences révolutionnaires de la situation révolutionnaire à laquelle nous conduiront les événements.

Voici ce que, sur ce point, nous a appris notre grand maître, éducateur et ami Staline :

" Certains camarades pensent que dès l'instant où il y a crise révolutionnaire, la bourgeoisie doit se trouver dans une situation sans issue; que sa fin est par conséquent, prédéterminée, que la victoire de la révolution est par cela même assurée et qu'il ne leur reste d'autre

11.
" qu'à attendre la chute de la bourgeoisie et à écrire des résolutions triomphales. C'est là une grave erreur. La révolution ne vient jamais d'elle-même. Il faut la préparer et la conquérir. Or, seul peut la préparer et la conquérir un fort parti prolétarien révolutionnaire. Il est des moments où la situation est révolutionnaire, où le pouvoir de la bourgeoisie est ébranlé jusque dans ses fondements, mais où pourtant, la victoire de la révolution n'arrive pas, parce qu'il n'y a pas de parti révolutionnaire du prolétariat, parti ayant assez de force et d'autorité pour entraîner à sa suite les masses et prendre le pouvoir."

Hier dans la lutte contre la guerre impérialiste; aujourd'hui dans la lutte pour la défense du peuple, pour la liberté et l'indépendance de la France, notre grand Parti a conquis des titres à la confiance des masses populaires; c'est en poursuivant son combat, en utilisant toutes les possibilités d'action pour défendre le peuple, que notre parti sera sans cesse plus fort et se préparera aux grandes tâches qui l'attendent.

Lutter avec les masses, en veillant à la sécurité du Parti, en veillant à la préservation de nos cadres par de judicieuses mutations, en veillant à la formation de nouveaux cadres; faire en sorte que partout, à la ville et à la campagne, les masses sentent l'action de notre Parti, connaissent ses mots d'ordre d'action et sa politique, voilà ce que, sans répit, nous devons nous efforcer de réaliser afin de nous préparer, par une politique fondée sur notre liaison étroite avec les masses populaires, à rassembler les forces décisives du pays pour le pain, la liberté, la paix, pour la libération sociale et nationale de la France.

La solidarité internationale des travailleurs.

Le parti communiste est le seul parti français, le seul parti qui a pour préoccupation essentielle de défendre les intérêts du peuple de France contre la double exploitation du capitalisme français et du capitalisme étranger et, dans sa lutte contre l'ennemi de classe, notre Parti ne doit jamais perdre de vue qu'aux attaques conjuguées du capitalisme international contre les peuples, doit répondre la solidarité internationale des travailleurs. Notre Parti au cours de ses vingt ans d'existence, de ses vingt ans de lutte, n'a jamais oublié le devoir sacré des prolétaires, révolutionnaires, que constitue l'internationalisme prolétarien. Notre Parti a lutté avec le peuple allemand contre le Traité de Versailles; il a lutté avec le peuple marocain contre l'impérialisme français; il a lutté pour la défense de la Chine; il a lutté aux côtés du peuple espagnol contre les agresseurs fascistes; il a lutté et il lutte avec le souci de faire flotter toujours plus haut le drapeau de l'internationalisme, fidèle en cela au grand mot d'ordre de Marx et Engels : "Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !"

Il y a dix-huit ans, au début de 1923 alors que Poincaré faisait occuper le bassin de la Ruhr, il faisait traquer là-bas les communistes allemands, comme les occupants de la France font maintenant traquer les communistes français.

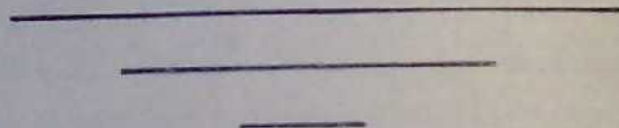
Seul, le parti communiste français se dressa contre l'occupation de la Ruhr, destinée à forger des chaînes d'esclavage pour le peuple allemand. Et des délégués du Parti de la C.G.P.F.

des Jeunes Communistes se rendirent à Essen et se rencontrèrent avec les représentants des travailleurs allemands.

Pour avoir ainsi défendu le peuple allemand contre les imperialistes français, les camarades Marcel Cachin, Pierre Seran maintenant emprisonné à Bourges, Gaston Monpoussou, Henri Gourdeaux, Gabriel Péri furent écroués à la Santé en même temps qu'un député communiste allemand Emile Hoellein venu à Paris affirmer au prolétariat parisien la solidarité du prolétariat allemand.

A l'appel du Parti Communiste Français, les soldats français fraternisèrent dans la Ruhr avec les travailleurs allemands. C'est avec fierté que nous pouvons, nous communistes, évoquer ces pages glorieuses de notre lutte contre l'imperialisme. Nombreux sont les soldats allemands qui n'ont pas oublié cette belle attitude des communistes français, pas plus qu'ils n'ont oublié la politique haineuse des Laval, des Flandin, des Fétain, des Weygand qui tous, avec Poincaré, voulaient asservir le peuple allemand.

C'EST POURQUOI, LE PARTI COMMUNISTE QUI EST LE PARTI DE LA LIBERTÉ ET DE L'INDEPENDANCE DE LA FRANCE EST EN MEME TEMPS LE GRAND PARTI DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS, LE GRAND PARTI DE LA FRATERNITE DES PEUPLES-



Dans le bulletin "La Vie du Parti" d'Octobre 1940, nous avons attiré l'attention des Communistes sur l'importance du travail syndical. Il nous faut revenir sur cette question et rappeler que le développement du travail de masse du parti est lié à la solution satisfaisante de ce problème.

Si les rapports des différentes régions montrent une certaine amélioration dans ce travail, -notamment dans le Pas-de-Calais et quelques industries de la Région parisienne- nous devons dire qu'en général les progrès sont lents, ne correspondent pas aux possibilités, ni aux nécessités.

L'activité dans les Syndicats n'est pas encore devenue une affaire de tout le Parti et trop souvent elle reste le domaine particulier de quelques "spécialistes". C'est là une des causes essentielles des difficultés présentes. Il en est d'autres, que nous allons examiner avec le souci de donner à tous nos camarades les éléments nécessaires pour les surmonter.

Nous ne rappellerons pas ce qui est dit dans le précédent bulletin. Les événements qui se sont produits au cours des 3 mois écoulés depuis sa parution n'ont fait que confirmer les appréciations données alors. L'examen du contenu de ce précédent bulletin par chaque direction du Parti aux divers échelons sera profitable au développement du travail.

Dans cette nouvelle directive, nous ferons une brève analyse de la politique gouvernementale à l'égard de la classe ouvrière et de son attitude à l'égard des syndicats qui en découle; de l'évolution dans l'esprit des masses ouvrières; des perspectives qui s'offrent à nous et surtout nous veillons à aider pratiquement les communistes à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent dans la réalisation des tâches syndicales.

o o
UNE POLITIQUE DE RENFORCEMENT DES TRUSTS ET D'EXPLOITATION RENFORCEE DE LA CLASSE OUVRIERE

Malgré les affirmations répétées du gouvernement de Vichy, les innombrables lois et décrets, le désordre économique est aussi grand qu'il y a trois mois. Aucun démarrage ne peut être signalé dans une industrie quelconque, sauf dans un certain nombre d'entreprises occupant quelques dizaines de milliers d'ouvriers, employés à des fabrications de guerre et dans l'industrie charbonnière. Par contre, dans les industries travaillant pour des articles de consommation, on signale un ralentissement et des fermetures d'entreprises, surtout en raison de la pénurie de matières premières. C'est le cas en particulier pour le textile où de nombreuses usines sont fermées et où les perspectives sont de plus en plus sombres. Le nombre des ouvriers absorbés par les travaux de reconstruction est relativement peu élevé et rien ne permet d'affirmer que le chômage ne sera pas réduit, faute de matériaux indispensables.

Dans ce désordre, la grande bourgeoisie essaie de se tirer d'affaires et d'assurer le renforcement de sa domination pour l'avenir.

C'est sur le dos des masses laborieuses, en premier lieu

sur le dos de la classe ouvrière qu'elle s'efforce de rejeter tout le fardeau de la guerre et de la défaite.

Les chômeurs sont réduits à des conditions d'existence au-dessous desquelles il n'est guère possible de descendre sans qu'ils meurent littéralement de faim. Encore un nombre important d'entre eux ne touchent-ils aucune allocation régulière et sont à la merci des œuvres de charité ou voués à la mendicité. Le gouvernement, exécutant la politique du grand capital, oppose une résistance acharnée à l'action des chômeurs pour une augmentation convenable de leur allocation.

Pour les ouvriers occupés, la situation n'est pas non plus brillante. De partout on signale des réductions de salaires. Ce n'est qu'en paroles que les conventions collectives et leurs taux de salaires restent applicables. Par les déclassements, suppressions de primes, amendes et autres manœuvres, les salaires sont réduits dans de sensibles proportions.

De diverses régions, on nous signale des salaires qui ne dépassent guère le taux des salaires reconnus anormalement bas en 1936 lors de l'accord Matignon (3 fr. et même 2 fr. de l'heure).

Des ouvriers agricoles sont payés de 10 à 14 francs par jour.

A cela s'ajoute le fait que le chômage partiel est presque généralisé. Peu d'ouvriers font plus de 30 heures par semaine. Dans certaines usines du Textile de la Seine-Inférieure: 13 Heures.

Tout cela provoque un immense mécontentement que les grands capitalistes et leurs amis de Vichy s'efforcent de contenir par des mesures réactionnaires. En premier lieu, ils considèrent les troupes d'occupation comme leur sauvegarde, des troupes pour le maintien de "l'ordre".

Mais ils prennent d'autres mesures dont les principales sont: le renforcement de leurs organisations de classe et la désorganisation de la classe ouvrière.

Le bluff de la dissolution du Comité des Forges :

Dès le mois de septembre, obtempérant aux ordres des trusts, Belin faisait dissoudre la C.G.T. - Trois mois après, il en annonçait une deuxième fois la dissolution en même temps que celle du Comité des Forges et de la Confédération Générale du Patronat Français.

Mais alors que ces dissolutions étaient annoncées, les Comités d'Organisation professionnels étaient constitués. Ces Comités exercent une véritable dictature sur l'économie et n'en doutons pas, sur la politique du pays.

A la tête de tous les Comités sont placés les représentants les plus autorisés du grand capital et des trusts, comme nous en faisons la démonstration par ailleurs.

La "lutte contre les trusts" démagogiquement prônée chaque jour, se traduit par un renforcement de ces derniers entre les mains desquels le gouvernement met un instrument incomparable pour exercer leur puissance.

Il est évident que les Comités d'organisation ainsi créés

et dirigés poursuivront la centralisation industrielle et financière entre les mains de quelques gros requins; que la classe ouvrière et les classes moyennes sont destinées à faire les frais de l'opération.

La réalité de la lutte contre les syndicats ouvriers :
Parallèlement à ce renforcement effectif de la puissance d'organisation patronale, une politique systématique d'opposition à tout réveil de l'organisation ouvrière a été pratiquée. Les syndicats, Unions et Fédérations n'ont pas été dissous, mais les Pouvoirs publics ont agi exactement comme s'ils l'avaient été, en interdisant leur fonctionnement.

C'est seulement au mois de Décembre que les autorités d'occupation ont autorisé le fonctionnement des Syndicats.

Dans de nombreuses localités, les Pouvoirs publics interdisent et interdisent encore les réunions syndicales. De leur côté, les dirigeants actuels des syndicats, dont un grand nombre sont de simples usurpateurs, ne montrent aucun empressement à utiliser les possibilités d'action syndicale.

Ils redoutent par-dessus tout de se présenter devant les ouvriers et ils craignent l'usage que feraient les syndiqués des assemblées ouvrières où la "collaboration des classes" recevrait les coups les plus durs.

Dès Septembre 1940, redoutant la présence des dirigeants syndicaux exclus au début de la guerre et démobilisés; effrayés aussi par la perspective d'un recrutement syndical s'effectuant sur leur initiative, les dirigeants réactionnaires des Syndicats, en accord avec Belin et les autorités d'occupation, firent arrêter un grand nombre de ces militants.

Dans les administrations, dans les entreprises, des licenciements, révocations et sanctions diverses s'abattent sur les anciens syndiqués qui eurent jadis quelque activité.

Dans un grand nombre de syndicats, sous des prétextes divers, mais en général en invoquant l'entrée en application prochaine de la "Charte du Travail", les dirigeants réformistes s'opposent aux adhésions ou tout simplement à la fourniture de cartes aux syndiqués démobilisés.

Ce sont là, évidemment, des obstacles au développement du mouvement syndical, mais qui, nous le verrons, peuvent être surmontés à condition de s'appuyer sur le mouvement des masses et de le diriger.

L'OPPOSITION CROISSANTE DES MASSES LABORIEUSES A CETTE POLITIQUE .
LES MESAVENTURES DE LA "CHARTRE DU TRAVAIL" .

Si nous devons examiner les difficultés que nous rencontrons sur notre route, nous devons nous garder d'ignorer celles que rencontre la grande bourgeoisie. Elles sont nombreuses et nous devons en tirer profit.

Les classes dirigeantes sont divisées en divers courants qui se heurtent avec quelque violence. Les crises ministérielles qui se succèdent avec rapidité; les changements qui se multiplient dans le personnel gouvernemental et qui prennent

parfois, comme pour Laval, l'aspect de coups de main, traduisent bien cette pagafe et ces oppositions dans les cercles de la bourgeoisie. Il n'est pas douteux que le développement de la situation intérieure et surtout le déroulement des événements internationaux (n'oublions pas que la guerre impérialiste se poursuit et s'étend et qu'une France capitaliste, même après la défaite, subit les pressions diverses pour aider l'un ou l'autre des clans rivaux) accentuera encore ces oppositions. La base sur laquelle s'appuie la clique gouvernementale est donc réduite, même dans les milieux de la grande bourgeoisie.

Par contre, dans les classes laborieuses, l'opposition grandit et, sous des formes diverses, est presque unanime.

Là aussi, le déroulement des événements internationaux joue un rôle important en portant à un plus haut degré la volonté d'indépendance et de libération de l'opprimeur. Ce sentiment est d'autant plus grand que les masses laborieuses, malgré tous les discours pour les convaincre qu'elles sont les principales responsables de la guerre et de la défaite, ne se sentent aucune responsabilité.

Dès le début, elles ont condamné la guerre qu'elles qualifiaient fort justement de guerre des capitalistes. Les souffrances qui leur sont imposées leur apparaissent comme absolument méritées.

C'est naturellement dans la classe ouvrière que cette opposition se manifeste avec le plus d'ampleur et la plus grande clarté. Le gouvernement de Vichy y est complètement déconsidéré. Sa grossière démagogie sur la "révolution nationale" et la "lutte contre les trusts" n'y trompe personne. Les hommes que le gouvernement et les autorités d'occupation utilisent pour défendre leur politique, sont méprisés. Les tentatives d'utiliser les renégats et les provocateurs exclus du parti, comme Gitton, donnent des résultats contraires à ceux qu'on en attendait; l'impuissance des dirigeants réformistes traîtres à gagner la moindre parcelle d'autorité sur les travailleurs, éclate aux yeux de tous. - Malgré l'état présent d'inorganisation et de nombreuses difficultés, des mouvements revendicatifs s'expriment sous des formes diverses qui vont parfois jusqu'à la grève.

Dans ces conditions d'une opposition ouvrière générale, le gouvernement n'a pu encore mettre debout son plan de domestication des syndicats qui est en suspens depuis plusieurs mois. Il n'est pas douteux que des divergences sur la forme à donner à la "Charte du Travail" existent même au sein de l'équipe dirigeante. Mais ces divergences sont le fait de l'opposition ouvrière elle-même: D'une part, les grands capitalistes redoutent l'organisation des ouvriers sous quelque forme qu'elle se présente; ils savent parfaitement que la moindre parcelle d'initiative laissée aux ouvriers dans un tel rassemblement sera utilisée par eux pour la lutte. Même s'ils prennent d'infinies précautions pour empêcher cette initiative, ils redoutent avec raison que les prolétaires brisent les entraves dont on les aura entourés. Ils savent également de quelle influence considérable le Parti Communiste et les militants communistes jouissent au sein de la classe ouvrière et que cette influence sera utilisée pour diriger la lutte des masses contre l'asservissement du mouvement ouvrier.

D'autre part, la clique dirigeante se rend parfaitement

compte du danger qu'elle court à n'avoir aucun lien avec la classe ouvrière. C'est pour pallier à ce danger qu'elle voudrait mettre debout sa "Charte". Mais comment le faire sans courir les dangers énumérés plus haut ?

C'est dans ce réseau de contradictions que se débat la bourgeoisie, contradictions qui deviendront encore plus inextricables au fur et à mesure que l'opposition des masses se fera plus précise et agissante.

Un premier résultat de la pression exercée par la classe ouvrière est la circulaire que le Ministère du travail a dû envoyer fin décembre sur le droit des Syndicats à se réunir et à s'occuper des revendications ouvrières. Nous verrons plus loin comment utiliser ce premier succès.

REPONSE A UNE OBJECTION.

De bons camarades n'attachent pas à l'action syndicale et à la lutte revendicative toute l'importance que cela mérite, en faisant le raisonnement suivant:

Est-ce bien le moment de s'occuper de la lutte revendicative ? N'est-ce pas dépenser des forces qui peuvent être plus utilement employées dans une période où de grands problèmes politiques se posent, où nous devons gagner les masses à l'idée de la nécessité de la révolution socialiste ?

A cela il faut répondre nettement: A aucun moment de l'action révolutionnaire le problème des revendications immédiates ne saurait être abandonné ou sous-estimé.

L'organisation de l'action pour les revendications immédiates des grandes masses rassemble ces masses autour de nous, les dresse contre la bourgeoisie. La lutte revendicative n'est pas un frein à la lutte politique, elle lui est indispensable. Plus encore dans la situation présente que dans des périodes plus calmes.

Chaque échec infligé aux mesures économiques du gouvernement revêt un caractère politique de la plus haute importance, en ce moment. Il mine l'édifice échafaudé pour raffermir la domination des forces du grand capital.

Aucun communiste, aucune organisation du Parti ne peut se désintéresser de la lutte revendicative et, par conséquent du travail dans les syndicats.

COMMENT ORGANISER LE TRAVAIL.

L'importance des revendications

Un certain nombre de nos camarades nous ont fait part du peu de succès de leurs efforts en vue d'amener les ouvriers de leur corporation à reprendre leur place dans le Syndicat. Nous ne doutons pas que cela représente certaines difficultés dont la répulsion à l'égard des dirigeants traîtres qui se sont installés aux directions n'est pas la moindre.

Mais, en général, la cause des échecs réside surtout dans le fait que les ouvriers sollicités de rentrer dans les

Syndicats ne voient pas bien les raisons pour lesquelles ils y entreraient. Ils n'accordent aucune confiance aux dirigeants actuels qui les ont trahis. Ils n'espèrent rien d'eux, que de nouvelles trahisons. Ils n'iront pas au syndicat s'ils n'entendent pas qu'ils pourront forcer la main à ces dirigeants et utiliser leurs organisations pour d'autres fins que celle de la "collaboration".

C'est pratiquement que nous devons leur montrer la possibilité de cette utilisation.

D'autres camarades nous signalent qu'ayant obtenu que des ouvriers rentrent au Syndicat, les dirigeants réformistes refusent de les admettre. Dans ce cas aussi, nous devons trouver le moyen de forcer les portes en nous appuyant sur le mouvement de masses. La base la plus importante de notre travail nous est fournie par les revendications. Il faut les élaborer judicieusement, les formuler clairement de façon à ce qu'elles deviennent les revendications de tous les ouvriers d'une corporation ou d'une entreprise. Ceci fait, il est plus facile d'orienter vers les voies susceptibles de faire aboutir ces revendications

Depuis Juillet dernier, nous avons une série d'exemples de revendications de masses, clairement formulées, ayant entraîné des actions diverses pour les faire aboutir.

Dans la métallurgie parisienne:

En Juillet, des comités populaires se constituaient et réclamaient pour les métallurgistes repliés le paiement de diverses indemnités, des vacances, des délais congés, etc...

Des réunions étaient organisées, de nombreuses délégations se rendaient auprès des directions d'entreprises et des Pouvoirs Publics.

Dans certaines usines, des résultats appréciables furent obtenus. Les revendications formulées étaient devenues des revendications de masses qu'appuyait l'ensemble des métallurgistes.

Devant ce résultat, la direction réformiste du Syndicat fut amenée à prendre position en leur faveur, le Ministre du Travail fut contraint d'inviter les patrons récalcitrants à accorder certaines revendications formulées et ensuite de faire décréter une loi contraignant les derniers résistants à s'exécuter.

Dans le Bâtiment :

1.600 à 1.800 ouvriers du bâtiment furent envoyés travailler dans des chantiers près d'Orléans. On leur promit le tarif du contrat de la Région parisienne plus une indemnité de déplacement. Sur place, on ne les payait plus que 7 frs de l'heure au lieu des 10 frs.24 de la convention et l'indemnité de déplacement était supprimée.

La revendication des 10,24 plus l'indemnité de déplacement fut formulée. Tous les ouvriers l'appuyèrent. Il fut ainsi possible de faire des délégations de masse, appuyées par tous les ouvriers auprès des directions d'entreprises et des autorités allemandes intéressées. Les ouvriers obtinrent un salaire de 13 Frs de l'heure, indemnité comprise, au lieu de 7 frs. qu'on leur payait.

En Bretagne, cas identique pour des ouvriers du bâtiment qui obtiennent 1 fr.50 d'augmentation horaire.

Chez les mineurs du Pas-de-Calais:

A la suite d'un excellent travail des militants, dans les puits (la Région du Pas-de-Calais est celle qui a le mieux compris les tâches syndicales) de nombreux mouvements, allant jusqu'à la grève, se sont produits pour des revendications diverses, intéressant les salaires, primes, amendes, ravitaillement, conditions de travail, etc... et des succès ont été enregistrés

Dans quelques usines de la métallurgie parisienne où les salaires avaient été réduits depuis Juin 1940, où les tarifs étaient payés au taux minimum de la convention, les ouvriers ont obtenu un rajustement et les salaires ont été ramenés au taux du mois de Juin.

Dans une entreprise, une augmentation de 0,85 de l'heure a été obtenue.

Nous citons ces quelques cas comme exemples. Mais ils ne sont pas les seuls. Ils montrent l'importance qu'il y a à saisir les revendications les plus sensibles et à les formuler clairement.

Une revendication principale est maintenant susceptible de rallier l'unanimité des ouvriers et des fonctionnaires. C'est l'augmentation des salaires et traitements. Le coût de la vie a augmenté en moyenne de 100 % depuis Septembre 1939 et dans le meilleur des cas, les salaires sont restés stables ; bien souvent ils ont été diminués et la plupart des ouvriers qui travaillent font une semaine réduite (30 Heures en moyenne).

Dans les Services Publics de la région parisienne, la revendication de 10 frs. d'augmentation par jour a été formulée. La campagne se poursuit autour de cette revendication qui ren contre une grande sympathie et est entraîné de devenir une revendication de masse. Une seule direction de syndicat l'a adoptée pour le moment. L'agitation autour de ce mot d'ordre et la pression des masses parviendront à vaincre les résistances.

Il ne faut pas oublier qu'en 1936, bien des dirigeants réformistes n'approuvaient pas l'action de Juin et l'occupation des entreprises. Ils durent céder devant le mouvement.

Dans la métallurgie et le bâtiment parisien, la revendication de 2 frs. d'augmentation horaire est formulée et développée dans les entreprises.

Dans chaque région et pour chaque corporation, il convient d'étudier sous quelle forme cette revendication peut être formulée et développée.

L'augmentation des salaires n'est pas la seule des revendications de masse de l'heure présente. D'autres ont une grande importance qui ne peuvent être précisées d'une façon générale et qu'il faut étudier et formuler dans chaque cas particulier (contre les déclassements, les amendes, les licenciements; pour le ravitaillement; revendications concernant les heures de travail, etc...)

Il n'est pas nécessaire de formuler un cahier de revendications

dications complet touchant à toutes les questions. Quelques revendications sensibles et bien formulées sont préférables.

L'importance des petites revendications:

Il convient de ne pas négliger les petites revendications. Elles sont parfois décisives dans le déclenchement d'une action. Ainsi, chez les mineurs dans la Loire, le Gard et le Pas-de-Calais, la réclamation de savon pour se laver et nettoyer les vêtements de travail joua un rôle important dans le déclenchement de toute une série de mouvements.

COMMENT ET PAR QUI FORMULER LES REVENDICATIONS

Puisqu'il est avéré que les dirigeants réformistes des Syndicats ne présenteront jamais les revendications de leur propre initiative et que, pour créer un courant de masse en faveur du recrutement syndical, il est nécessaire de s'appuyer sur une base revendicative, comment et par qui formuler les revendications et les populariser ? - Question importante en effet et qui nécessite une réponse.

Dans la métallurgie, le bâtiment et quelques autres corporations de la Région parisienne, ce sont les Comités populaires qui font ce travail. Après une période de semi-légalité, ces Comités ont été pourchassés comme des organisations illégales. Ils n'en continuent pas moins à jouer un rôle important comme moteurs de l'action revendicative. Dans certaines entreprises, leurs délégués sont reçus officiellement et régulièrement par les Directions. Ils publient des journaux corporatifs et d'entreprises clandestins (souvent avec le titre des journaux corporatifs et d'usines qui paraissaient avant la guerre) éditent des tracts. Des groupes de militants anciens dirigeants des syndicats dirigent ce travail clandestin. Dans les Services Publics, c'est un comité revendicatif qui s'est constitué, édite et diffuse lui aussi des tracts et journaux clandestins.

Chez les mineurs du Nord, dans certains puits, des Sections Syndicales ont été reconstituées qui rassemblent la presque totalité des mineurs et qui, par cela même et malgré que la direction du syndicat refuse les cartes, n'en jouent pas moins un rôle décisif dans l'organisation et la direction de l'action.

C'est par de tels comités, agissant surtout au début, avec une grande prudence pour dépister la police et les directions, que ce travail de formulation et de popularisation des revendications peut être fait.

En même temps, ils doivent orienter les ouvriers vers la forme légale de leur organisation: le syndicat. De la sorte, le travail clandestin des comités aboutira à un large travail de masse en utilisant les formes légales du mouvement.

Ceci ne signifie pas que ces comités doivent obligatoirement et toujours rester étroits et fermés. Il est très possible que dans une entreprise un tel comité acquiert une influence telle qu'il puisse agir avec plus de liberté d'action. De tels cas se sont produits où la formation de délégations appuyées par l'ensemble des ouvriers a pu être réalisée, malgré l'hosti-

lité des directions syndicales et qu'elles aient pu agir, obtenir des résultats sans encourir les risques de la répression.

Ainsi, dans un puits du Pas-de-Calais, à la suite d'un bon travail effectué par quelques camarades, l'ensemble des mineurs étaient gagnés aux revendications formulées et à la nécessité d'une action pour les faire aboutir. Ce résultat obtenu, un math à la rentrée, un des camarades a parlé aux mineurs, sur le carreau du puits. Il fut arrêté par les autorités d'occupation. Mais les mineurs refusèrent de descendre s'il n'était pas libéré. L'ouvrier fut libéré.

Dans d'autres cas, les anciennes directions de Syndicat ont été rétablies dans leurs fonctions et parfois avec la collaboration d'anciens militants réformistes reconnaissant leurs erreurs et leurs fautes et convaincus maintenant de la nécessité de l'union pour la lutte de classe.

En utilisant les exemples que nous citons, chaque organisation du Parti devra faire preuve de beaucoup d'initiative, pour déterminer les méthodes pratiques pour le travail dans chaque localité, industrie ou entreprise. Ces méthodes peuvent être variées selon les circonstances, mais il est toujours possible de trouver une solution.

LA BASE DE NOTRE TRAVAIL : L'ENTREPRISE.

Il n'est pas sans importance de rappeler à l'heure présente que la base principale de notre travail au sein des masses ouvrières est l'entreprise.

En premier lieu, il faut développer l'organisation de notre Parti dans les entreprises. Un examen de l'état de notre organisation montre que nous sommes loin d'avoir regroupé sur cette base l'ensemble des adhérents que nous y possédions. Même en tenant compte de la réduction considérable du nombre d'ouvriers employés dans certaines industries et du filtrage qui s'opère à l'embauchage, beaucoup de communistes qui travaillent restent à regrouper.

D'autre part, la politique menée par notre Parti depuis le début de la guerre nous a gagné de nombreuses sympathies et il est possible, avec un effort d'organisation, de faire de nombreux adhérents, notamment dans la classe ouvrière.

Naturellement, dans l'organisation du travail à l'entreprise, il convient d'observer scrupuleusement les règles du travail illégal. Il faut lier l'organisation illégale du Parti à la masse des ouvriers de l'entreprise. La présence du Parti doit s'affirmer d'une façon constante dans l'entreprise et sur toutes les questions qui intéressent les ouvriers. Il faut pousser à la réparation des journaux d'entreprises du Parti. Mais aussi et surtout il faut développer les initiatives de groupes et de chaque communiste.

Chaque groupe, chaque communiste doit se considérer comme responsable de l'activité du Parti dans son entourage immédiat. Ne pas attendre pour donner l'opinion du parti sur tel événement, sur telle réclamation des ouvriers, des directives d'en haut ou les publications du Centre qui, dans les conditions de

l'illégalité, sont longues à parvenir à la base. L'application de petits moyens, de tracts copiés ou polycopiés, de papillons édités à temps et diffusés habilement pour ne pas faire repérer les camarades, sont des choses indispensables à l'activité du Parti. Les journaux, tracts, revues, bulletins édités par le Comité Central ou les Comités régionaux permettent à chaque communiste de traduire au jour le jour pour leurs camarades d'atelier, la politique du Parti sur chaque question.

Chaque groupe d'usine doit donc être à même d'éditer par ses propres moyens et de diffuser quelques dizaines de tracts qui ne manqueront pas de circuler de main en main. Quand un problème se pose à l'attention des ouvriers, il faut qu'ils s'attendent à avoir la réponse rapide du Parti et qu'ils la trouvent.

Les initiatives répétées des groupes de base du Parti multiplient la propagande et l'influence du Parti; l'utilisation de petits moyens employés par les groupes est facile, exécutés avec un peu de prudence, ils sont à peu près invulnérables aux investigations de la police et des agents patronaux. Elles aboutissent à couvrir le pays d'un réseau serré de canaux par où s'exprime l'activité du Parti et qu'il est pratiquement impossible à la police de détruire.

Cette organisation du Parti à l'entreprise est indispensable à un travail syndical sérieux, car c'est aussi à l'entreprise que le travail syndical trouve sa base essentielle.

LA COMBINAISON DU TRAVAIL LEGAL AVEC LE TRAVAIL ILLEGAL.

Il faut savoir utiliser toutes les formes du travail de masses. L'influence acquise par le travail clandestin, les courants créés dans la classe ouvrière doivent être mis à profit pour le travail légal.

Voici par exemple une entreprise où la propagande des groupes communistes, des comités populaires ou de comités revendicatifs a créé chez la majorité des ouvriers une situation favorable à l'action pour obtenir les revendications popularisées. Comment passer du stade de l'agitation, de la propagande à celui de l'action ?

Là encore, il ne convient pas de schématiser et de fixer des formes définitives en dehors desquelles il n'y a rien. L'initiative de nos camarades jouera encore dans cette question un rôle décisif. Nous nous bornerons à donner quelques exemples qui ne sont pas choisis au hasard, mais qui ont déjà été mis à l'épreuve.

On forme une délégation connue et approuvée par les ouvriers et qui sera chargée de parler en leur nom. La délégation ne doit pas être clandestine, elle doit être connue des ouvriers. - Dans la composition d'une délégation, il faut éviter l'étroitesse, ne pas la constituer uniquement avec des militants connus. Il faut même prendre soin de protéger nos cadres connus.

Nous avons malheureusement de trop nombreux exemples où des délégations de chômeurs ou autres, composées avec des com-

-23-
ministres connus, servirent de prétexte au repérage des militants par les pouvoirs publics et permirent par la suite, l'arrestation ou l'internement de ces camarades.

La délégation doit être l'émanation de l'ensemble des ouvriers, choisie de façon à donner le plus de sécurité et le moins de prise à la répression. Quand la masse des ouvriers est d'accord - et c'est seulement alors qu'une délégation est efficace - il devient facile de constituer une telle délégation.

La délégation présente les revendications à la direction et suivant la réponse et les possibilités, elle pose devant les ouvriers les modalités de l'action à entreprendre pour avoir gain de cause.

Mais, il est possible que, dans certains cas, au lieu de se rendre à la Direction de l'entreprise, la délégation se rende au siège du syndicat, réclame de la direction de ce Syndicat l'organisation légale d'une réunion de l'entreprise et l'intervention du syndicat dans la réclamation présentée par les ouvriers. Bien souvent, cette direction résistera. La délégation fera connaître cette attitude à l'ensemble des ouvriers qui seront invités à se rendre en groupes au siège de l'Organisation pour exiger qu'on leur donne satisfaction.

Il faut d'ailleurs multiplier ces délégations aux Sièges des Syndicats. Une circulaire ministérielle a rappelé le droit pour les syndicats de se réunir et de soutenir les revendications ouvrières. Les autorités d'occupation ont fait la même déclaration; il faut utiliser à fond ces faits. Les ouvriers de telle entreprise se rendent à la direction syndicale réclamer qu'en vertu des autorisations accordées le Bureau syndical organise une réunion des ouvriers de l'entreprise pour y examiner les revendications, faire des adhésions ou reconstituer la Section syndicale d'entreprise. - Multiplier ces délégations avec insistance et, s'il le faut, les appuyer en amenant de nombreux ouvriers au siège de l'organisation.

Naturellement, il faut tenir compte des changements qui peuvent intervenir dans le cours des événements. Nous avons souligné au début, l'instabilité du pouvoir, les heurts qui se produisent entre fractions des classes dirigeantes. Cela amène aussi une instabilité dans les décisions gouvernementales qu'influence également le mouvement populaire. Il faut savoir adapter la tactique aux circonstances en n'oubliant jamais que l'essentiel pour nous, c'est d'entraîner les ouvriers à l'action.

LE RECRUTEMENT SYNDICAL.

Les problèmes posés comme nous venons de le faire, la question du recrutement pour les Syndicats apparaît simplifiée. L'obstacle principal, la répulsion à l'égard des dirigeants traités est écarté car il ne s'agit plus de compter sur eux, mais d'utiliser les syndicats légaux au profit des ouvriers et sous leur impulsion.

Un autre problème se pose cependant: vaincre la résistance des dirigeants qui s'opposent au recrutement qui les isole

fait dans un milieu d'ouvriers hostiles. Cette difficulté peut également être surmontée. D'abord, tous les communistes doivent faire autour d'eux la campagne pour l'adhésion au syndicat. Quels résultats peut-on attendre ? - Dans une entreprise qui occupe 450 ouvriers, où il y a plus de 50 membres au Parti, tous les ouvriers étaient syndiqués avant la guerre. Depuis, il ne restait plus que quelques syndiqués. Une réunion de responsables du Parti a été faite. Des explications leur ont été données, qui les ont convaincus de la nécessité d'un effort pour le recrutement syndical. Quelques semaines après, l'entreprise comptait 300 syndiqués.

Voici un autre exemple: Dans une entreprise de la Région parisienne, des camarades réussissent à recueillir l'adhésion de 60 ouvriers pour le syndicat. Une délégation se rend à la Bourse du Travail réclamer cartes et timbres. Les dirigeants de l'organisation intéressée, particulièrement hostiles au recrutement syndical, en raison de leur influence nulle dans la corporation et de leur liaison étroite avec Belin, refusent. Ils invoquent le prochain Statut du Travail et tout un tas d'autres mauvaises raisons. Les délégués protestent, menacent d'alerter les 60 ouvriers au siège, ils font du bruit dans les locaux de la Bourse. Un secrétaire d'une autre Organisation sort de son bureau, demande ce qu'il y a; après avoir été mis au courant, lui-même s'indigne et déclare qu'il posera la question dans les réunions des Conseils syndicaux et combattra ceux qui refusent les cartes.

Dans ce cas, que faut-il faire des 60 ouvriers à qui l'on refuse les cartes. - Il faut les organiser, prélever les cotisations au moyen de reçus provisoires, faire vivre la Section syndicale de l'entreprise et continuer les pressions avec d'autres entreprises, sur la direction syndicale.

Ne pas attendre les décisions problématiques et changeantes des gouvernements. De renseignements puisés dans des rapports, il apparaît que certains de nos camarades sont embarrassés devant l'incertitude des décisions gouvernementales à l'égard des syndicats et attendent ces décisions pour entreprendre quelque chose. Une telle attitude est extrêmement nuisible et met ceux qui l'acceptent à la remorque des événements.

D'une part, l'instabilité gouvernementale rend absolument précaire toute décision prise un jour qui peut être modifiée le lendemain, mais surtout il faut bien se mettre dans la tête que notre rôle n'est pas de subir les fantaisies ou les décisions du capitalisme; il est d'entraîner les masses à une opposition et à l'action contre ces décisions réactionnaires. Que telle décision, telle loi amènent des modifications dans notre tactique pour l'action légale, c'est probable. Que nous devrions adapter cette tactique aux variations constatées, c'est sûr; mais la base de notre travail qui est le travail pour la mobilisation des masses, ne s'en trouve pas modifiée.

Quel sera le Statut des Syndicats que fixeront les décrets gouvernementaux ? Ni nous, ni les gouvernants n'en savons rien au moment où sont écrites ces lignes. Y aura-t-il même un statut ? Nous n'en savons rien. Mais ce que nous savons, c'est qu'en permanence nous combattons contre la domestication des organisations ouvrières; c'est que, quelles que

soient les décisions gouvernementales, nous travaillerons dans les organisations de masse légales où seront les ouvriers et que nous y travaillerons en communistes.

Voici, d'ailleurs un bon exemple de ce travail de masse: Des patrons d'une corporation du bâtiment de la Région parisienne avaient décidé d'organiser un syndicat corporatif où seraient patrons et ouvriers. Ils contraindraient même leurs ouvriers à assister à une assemblée sous menace de renvoi. Un des patrons qui s'était nommé lui-même président fit un laïus sur la collaboration entre patrons et ouvriers et sur ce que devait être la nouvelle organisation, puis il leva la séance. Cependant, dans la salle un ouvrier prit la parole; on voulut le lui refuser. Ses camarades protestèrent. L'ouvrier déclara qu'on avait raconté un tas de choses sur la collaboration, mais qu'il voudrait bien connaître, lui, ce que seraient les droits des ouvriers dans l'organisation, ses statuts et, par exemple, comment seraient traitées les questions de salaires, de contrats collectifs, enfin tout ce qui concernait les revendications ouvrières. On lui répondit qu'il n'avait rien à dire, que les statuts étaient faits et qu'il n'avait pas à les discuter et une deuxième fois le Président leva la séance.

Bien, dit l'ouvrier, après tout faites ce que vous voulez mais mais ce n'est pas vous qui posez les carreaux (il s'agit de carrelleurs) et ils ne se posent pas tout seuls. Nous ferons, nous aussi ce que nous voudrons. Plus aucune réunion ne fut faite et plus personne n'entendit parler du "syndicat corporatif".

Fonctionnaires et services publics:

Pour les fonctionnaires, employés des communes et P.T.T. des décisions ont été prises sur la forme de leur organisation. Il va de soi que les communistes doivent organiser le travail à l'intérieur de ces associations là où elles sont créées et pousser à leur création là où elles ne le sont pas. Il n'est pas douteux que dans le développement du travail, les fonctionnaires briseront les cadres étroits dans lesquels on a voulu les enfermer. Mais là aussi, il faut profiter des possibilités légales pour atteindre nos objectifs.

LE TRAVAIL SYNDICAL
PARTIE INTEGRALE DU TRAVAIL DE CHACUNE DES
DIRECTIONS DU PARTI

Le travail syndical n'est pas le travail de "spécialistes" du mouvement ouvrier. Il va de soi que les militants qui ont participé aux directions syndicales doivent être utilisés à ces tâches, mais c'est une tâche de tous les communistes.

Dans chaque direction, à tous les échelons du Parti, les questions soulevées dans ce bulletin doivent faire l'objet d'un examen approfondi. Un des dirigeants doit avoir cela comme responsabilité.

Dans toutes les directions, il faut déterminer les entreprises, les corporations où l'effort doit être porté, de quelle façon il doit l'être, fixer des tâches, des objectifs précis, déterminer les moyens de les atteindre et choisir les hommes qui réaliseront les tâches. Vérifier, en cours d'exécution

partement. Ces revendications doivent viser les ouvriers agricoles et les petits et moyens paysans (salaires, prix des produits agricoles, réquisitions, etc...) mais il ne suffit pas de formuler des revendications justes, il faut que la masse paysanne s'en empare. A ce sujet, il importe que nos camarades paysans travaillent à fond dans toutes les organisations paysannes (Mutuelles, coopératives, syndicats agricoles). Encore que ces organisations n'aient pas un caractère nettement revendicatif, les paysans peuvent se servir de leur truchement pour formuler leurs revendications.

Tous les militants du Parti doivent considérer comme un devoir primordial de grouper les masses paysannes, soit en faisant signer une pétition pour une revendication paysanne précise, soit en organisant des délégations de paysans avec des objectifs précis, soit en formulant des revendications susceptibles de recueillir l'approbation des larges masses de paysans, dans toutes les assemblées paysannes (Utiliser à cet effet toutes les assemblées qui pourraient être organisées en application du nouveau Statut corporatif de l'Agriculture).

Surtout, n'oublions jamais qu'il ne s'agit pas dans notre travail de masse parmi les paysans, de procéder pour commencer, par des affirmations politiques susceptibles de heurter un certain nombre de paysans; il s'agit au contraire, de formuler des revendications susceptibles de rassembler les larges masses paysannes en leur proposant des mots d'ordre et des formes d'actions correspondant à leur état d'esprit actuel, ce qui aura pour conséquences de leur montrer notre Parti sous un jour nouveau, c'est-à-dire sous son vrai jour et de leur inspirer confiance.

Au surplus, il importe de voir quels sont les mensonges utilisés par nos ennemis de classe pour discréditer notre Parti et l'U.R.S.S. aux yeux des paysans. A tous ces mensonges, il faut répondre par tracts, par papillons. Aucun mensonge anti-communiste ou anti-soviétique ne doit rester sans réponse. En outre, la Lettre à un travailleur radical doit être diffusée, surtout dans les campagnes où elle peut influencer de nombreux paysans.

Le travail du Parti dans les campagnes constitue une des tâches les plus importantes de l'heure actuelle; chaque dirigeant, chaque militant communiste doivent s'en convaincre et tout mettre en oeuvre avec initiative et esprit de décision, pour que le communisme soit présent dans les plus petits villages de France. Il n'y a pas un instant à perdre. Tous à l'ouvrage.

LES AMIS DE L'U.R.S.S.

Alors que le courant de sympathie à l'égard de l'URSS va sans cesse se développer, les résultats obtenus dans le travail de regroupement des Amis de l'URSS restent en-deçà de nos possibilités. Il faut absolument combler ce retard et travailler à la constitution de groupes d'Amis de l'URSS, dont la tâche sera de faire connaître le pays du socialisme, de faire connaître les nouvelles d'U.R.S.S. communiquées par la radio en incitant les populations à écouter Radio-Moscou. Les groupes des amis de l'U.R.S.S. doivent riposter par tracts, papillons, affichettes, à toutes les calomnies anti-soviétiques et en prévision du IXème Congrès du Parti Communiste (bolchevik)

de l'U.R.S.S. qui se tiendra à Moscou en février, ces groupes devront mobiliser le pays sur l'importance du rapport que fera au Congrès notre grand Staline, en vue d'obtenir que des multitudes de Français cherchent la vérité à Radio-Moscou.

LA LUTTE CONTRE LA REPRESSION

Dans la lutte contre la répression, plusieurs questions se posent:

- a/ le choix judicieux des cadres en tenant compte de leur antécédents, de leur travail passé, de leurs aptitudes, de leur attachement au Parti.
- b/ la vérification des cadres en se basant sur le contrôle du travail réalisé par eux; sur leur interprétation correcte ou faussée de la ligne du Parti.
- c/ l'observation scrupuleuse des mesures de sécurité, aucun manquement ne pouvant et ne devant être toléré.
- d/ la mutation de militants étant donné que tel camarade comme s'il milite dans sa localité sera immédiatement arrêté, tandis qu'ailleurs il peut plus facilement faire son travail de militant.
- e/ la vérification de tous les militants arrêtés et relâchés, avant de leur confier quelque tâche que ce soit.
- f/ une campagne politique pour rappeler aux militants que s'ils sont arrêtés, ils ont pour devoir absolu de ne rien dire concernant l'organisation du Parti.
- g/ l'application de méthodes de travail (diffusion, inscriptions etc...) nous permettant sur la base de l'expérience acquise, d'éviter au maximum les coups de la répression.

En outre, la lutte contre la répression consiste à dresser les masses populaires contre les mesures dont sont victimes de nombreux militants ouvriers. Dans de trop nombreux cas, quand des arrestations se produisent, on fait le vide autour des familles des emprisonnés alors qu'il faut les entourer de sollicitude et leur témoigner la solidarité de la classe ouvrière et des masses populaires.

Il est possible sur le plan humain, sentimental, d'obtenir de gens qui ne sont pas d'accord avec nous sur tous les points, des actions de solidarité en faveur des femmes, des enfants des emprisonnés en vue de créer un grand courant d'opinion hostile à la répression anti-communiste.

Toute faiblesse dans notre travail de solidarité à l'égard des emprisonnés facilite l'action des ennemis du peuple. C'est pourquoi il s'agit pour nous: 1° D'organiser la solidarité pour les familles des emprisonnés - 2° De créer un vaste courant de protestation populaire contre la répression en y englobant les plus larges masses, ce qui pose le problème du renforcement massif et rapide du Secours Populaire, renforcement auquel doivent concourir toutes les organisations du Parti.

LA DEFENSE DES CHOMEURS

De nombreux travailleurs sont frappés par le chômage. Plus d'un million et demi d'entre eux sont dans ce cas et la forme

ture probable de nombreuses usines, du fait de manque de matières premières va très certainement accroître ce nombre.

Un million et demi de chômeurs, alors que deux millions de soldats français sont prisonniers de guerre, voilà qui en dit long sur l'état de délabrement de l'économie française et dans son message du 1er Janvier, le vieux Pétain a bien dû reconnaître que les perspectives ne sont pas rassurantes en ce qui concerne la reprise de l'activité économique du pays.

On a fait grand bruit autour de la prétendue disparition des chômeurs à Lyon, mais à la vérité, des sans-travail de cette ville ont été affectés à des travaux sans utilité, dans le seul but de lancer à tous échos des communiqués sur la disparition du chômage à Lyon.

Plusieurs millions d'êtres humains souffrent en France du chômage et ce ne sont pas les relèvements d'allocation de chômage récemment accordés qui peuvent résoudre le grand problème social que pose l'insuffisance criante des ressources dont disposent une multitude de foyers de travailleurs.

Les chômeurs ont revendiqué depuis longtemps déjà le relèvement de l'allocation principale et sa fixation à 20 fr. ce qui serait même au-dessous des besoins réels du chômeur. Mais, non seulement l'allocation de chômage est insuffisante; ce qui est encore pire c'est que de nombreux ouvriers sans travail ne la touchent même pas.

En effet, d'après les décisions officielles des Pouvoirs publics, ne sont admis à percevoir l'allocation de chômage que les travailleurs résidant dans une localité où sévit un "chômage appréciable" ce qui constitue la plus criante des injustices

Au surplus, pour qu'un chômeur puisse toucher son allocation, il faut 1° - que l'ouvrier soit inscrit à un service de placement et qu'il n'ait jamais refusé l'emploi que celui-ci aurait pu lui proposer - 2°: que l'ouvrier justifie avoir exercé une profession pendant six mois au moins au cours de la période ayant immédiatement précédé le chômage; - 3° que l'ouvrier justifie de certaines conditions de résidence.

Avec toutes ces restrictions de nombreux travailleurs de chômage sont privés de tout secours et la première condition ci-dessus rappelée permet aux pouvoirs publics de contraindre l'ouvrier à accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix.

De plus, avec la politique qui consiste à étaler la misère en organisant le chômage partiel, de nombreux ouvriers travaillant 25 ou 30 heures par semaine, gagnent un salaire inférieur à l'allocation de chômage à laquelle ils auraient droit s'ils étaient sans travail. Ajoutons enfin que la politique municipale du gouvernement, en soustrayant les maires à l'élection, aboutit à la suppression de tous les secours municipaux aux sans-travail alors que, dans les villes ouvrières, les municipalités communistes faisaient de gros efforts pour venir en aide aux chômeurs.

Il est du devoir des organisations du Parti de veiller d'une façon toute particulière à l'accomplissement d'un travail méthodique de défense des sans-travail tant sur le plan des revendications générales (revendications pour le relèvement de l'allocation; protestation contre l'obligation faite à des chômeurs

de partir en Allemagne sous peine de suppression de l'allocation; revendications des chômeurs partiels, etc...) que sur le plan des revendications locales (secours municipaux, cantines scolaires gratuites pour les enfants de chômeurs, distribution de charbon, etc...)

Tout doit être mis en oeuvre pour constituer des Comités de chômeurs partout et pour renforcer ceux qui existent déjà, sur la base d'un travail revendicatif susceptible de rassembler la grande masse des sans-travail. A la tête de ces Comités, dont les efforts doivent être soutenus par notre Parti, point n'est besoin de placer un militant connu qui, à la première démarche faite au nom du Comité, sera arrêté; il ne manque pas de chômeurs honnêtes, dévoués qui, sans appartenir au Parti peuvent prendre la direction des comités de chômeurs et leur présence à la tête de ces comités, leur activité exclusivement revendicative, rendront d'autant plus difficile les coups de la répression contre les comités de chômeurs.

C'est grâce à l'action des comités de chômeurs que les relèvements des allocations ont été arrachés, mais ils sont insuffisants. Le taux des allocations fut d'abord porté, pour Paris, les communes de la Seine (sauf 8) et les communes de Seine-&-Oise assimilées, chef de ménage: à 12 fr. ; personne à charge: 6 fr. ; - pour les communes de plus de 15.000 habitants 10 fr. et 5 fr. ; - pour les communes de plus de 5.000 habitants 8 fr. et 4 fr. et pour les autres communes: 7 fr. et 3 fr. 50.

Puis, le gouvernement de Vichy, en même temps qu'il prenait des mesures pour "améliorer" le ravitaillement de la Région parisienne, mesures dont certaines vont avoir pour conséquence de provoquer la hausse du coût de la vie, a décidé d'augmenter de 2 fr. pour le chef de famille et de 1 fr. par personne à charge le taux de l'allocation de chômage et des allocations militaires.

De ce fait, les chômeurs de la Seine et des communes de Seine-&-Oise assimilées, toucheront 14 fr. pour le chef de famille et 7 fr. par personne à charge.

Ce premier résultat est dû aux sourds grondements de colère des sans-travail de la Région parisienne, mais ils ne sauraient donner satisfaction aux travailleurs que le régime capitaliste prive de leur gagne-pain. Les chômeurs veulent une allocation de 20 Frs pour le chef de famille et cette allocation est indispensable pour vivre non seulement dans la Région parisienne, mais ailleurs.

C'est pour faire triompher cette revendication essentielle que les chômeurs doivent s'unir dans leurs comités qui peuvent être assurés de l'appui le plus complet des organisations et des militants du Parti communiste.

Par l'action des chômeurs, il est possible d'obtenir un sort meilleur pour tous ceux qui souffrent du manque de travail c'est cette action qu'il convient d'organiser et, à cette tâche, les membres du Parti doivent se consacrer avec intelligence et dévouement, car il s'agit de sauver de la faim et du froid des millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

AU TRAVAIL I

Seul le Parti qui s'est assimilé la théorie marxiste-léniniste peut avancer d'un pas assuré et conduit en avant la classe ouvrière.

"Histoire du Parti Communiste (Bolchevik) de l'U.R.S.S."

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire
"Lénine"

Le Comité Central vient de publier deux cours imprimés sur la série des six fascicules prévus pour l'éducation et la formation théorique marxiste-léniniste des membres du Parti.

Ces deux premiers cours, rédigés en un style extrêmement clair et concis vont, sans aucun doute, faciliter grandement la réalisation nécessaire de cette tâche primordiale qu'est la formation doctrinale de révolutionnaires ayant assimilé la doctrine de Marx-Engels-Lénine-Staline.

"Ce qui fait la force de cette théorie, nous enseigne l'Histoire du Parti Communiste Bolchevik de l'U.R.S.S. c'est qu'elle permet au Parti de s'orienter dans une situation donnée, de comprendre la liaison interne des événements au milieu desquels il se trouve, de prévoir la marche des événements et de discerner non seulement de quelle façon et dans quelle direction les événements évoluent aujourd'hui, mais aussi comment et de quel côté ils doivent évoluer demain".

Chacun peut juger de l'importance de l'assimilation de cette doctrine dans la conjoncture présente.

Ces deux cours représentent une somme considérable de travail et d'efforts. Le devoir de chaque responsable, de chaque militant est de les utiliser à plein rendement afin de reprendre et de développer activement la tâche d'éducation que la guerre et la mise en illégalité du parti ont considérablement entravée. Il faut donc, tout de suite, se mettre à l'œuvre et déployer tous les efforts, toutes les qualités d'initiative en vue d'obtenir l'assimilation de notre doctrine communiste, par l'ensemble du parti.

Ces précieux cours en offrent les plus sûrs moyens.

DEUX METHODES A EMPLOYER1° - L'étude individuelle:

Chaque responsable, chaque adhérent, malgré les multiples tâches qu'il assume doit s'imposer chaque jour au moins une heure d'étude.

L'étude du premier cours doit être entreprise immédiatement et méthodiquement, la plume à la main, c'est-à-dire en notant les idées essentielles, les mots et les passages insuffisamment compris, les pensées qui se sont présentées à l'esprit pendant l'étude et se rapportant, par exemple, à la situation actuelle. Une telle méthode d'étude, scrupuleuse et attentive, gravera profondément dans l'esprit les enseignements

du cours et développera à coup sûr les connaissances théoriques de chaque militant. Celui-ci s'adressera au camarade le plus qualifié de son groupe afin d'éclaircir tel paragraphe, de se faire expliquer tel mot ou telle lecture recommandée par le fascicule, dont il n'aura pas saisi tout le sens.

Fascicule et notes seront rangés minutieusement chaque jour dans une pochette spécialement aménagée à cet effet, et rapidement accessible afin d'utiliser précieusement pour l'étude la moindre parcelle de temps disponible.

Chaque détenteur d'un cours doit se fixer un laps de temps relativement court pour son étude. Celle-ci achevée, il remet immédiatement le fascicule sans perdre un jour, à un autre camarade de son groupe. Aucun cours ne devra demeurer inemployé. Chacun doit comprendre l'immense importance de ces cours qui portent en eux la possibilité de développement idéologique de nombreux autres communistes qui l'utiliseront.

2° - L'étude collective:

Dans chaque réunion de 3 responsables constituant par exemple la direction d'un Secteur, une partie du temps pourra être consacrée à l'étude de ces cours. Un camarade en lira un chapitre; tous trois prendront des notes et une discussion s'engagera sur cette base. Quand le paragraphe ou le chapitre est suffisamment assimilé, on passe au suivant en s'assurant que chacun a bien compris.

Une fois l'étude d'un fascicule achevée, chacun des camarades prendra deux autres militants, leur développera le cours en y apportant les explications utiles, sur la base de son expérience personnelle, ainsi se trouveront réalisées, dans l'ensemble du parti une foule de petites écoles dont chaque élève pourra devenir un éducateur de deux autres communistes.

Les organisations du Parti doivent veiller à utiliser tous les camarades ayant déjà fréquenté des écoles du parti pour diriger des groupes de trois dans l'étude des cours du parti.

Chaque groupe de 3 se fera un devoir d'inscrire à l'ordre du jour de sa réunion, voire de lui consacrer des réunions spéciales, la question de l'étude des fascicules.

Chaque communiste ainsi, à tous les échelons, développera ses connaissances marxistes-léninistes et pourra entreprendre, à son tour, dans son entourage, chez les sympathisants, la polarisation de la doctrine de Marx-Engels-Lénine-Staline.

L'étude entreprise pour le 1er cours se poursuivra pour les cinq cours à suivre.

Chaque organisation du parti doit sans retard organiser méthodiquement l'étude. Nul n'a le droit de sous-estimer une tâche aussi primordiale s'il ne veut sombrer dans le praticisme étroit et s'il veut être à même de participer à la direction des mouvements de masse.

Le Comité Central compte sur chaque responsable, sur chaque militant pour que ces cours soient utilisés à plein rendement et immédiatement; en suivant ces recommandations et en développant toutes les initiatives afin que rapidement l'ensemble du Parti soit pénétré de la connaissance de MARX-ENGELS-LENINE et STALINE, la théorie qui conduit à la victoire.

tout au début de l'utilisation des tribunaux par le gouvernement, prendre la parole et exposer leur programme et leur tactique. Il est, dit-on, incommode de se reconnaître membre du parti et surtout de l'organisation, mieux vaut se borner à déclarer ses convictions sociales-démocrates. Il me semble qu'il faut écarter nettement dans nos discours les questions d'organisation, déclarer, en d'autres termes, que l'on s'abstiendra, pour de bonnes raisons bien compréhensibles, de traiter des relations d'organisation, mais que l'on est social-démocrate et que l'on parle de notre parti. Cette façon de faire aurait deux avantages: d'abord, il serait nettement et franchement précisé que l'on ne peut pas parler des questions d'organisation (appartient-on à l'organisation à laquelle etc. .) ensuite, que l'on parle du parti. C'est nécessaire pour que les discours du social-démocrate devant les tribunaux deviennent discours et déclarations du parti, pour que le parti bénéficie de l'agitation.

"En d'autres termes, mes relations d'organisation, je m'abstiens de les examiner, je les passe sous silence, je me garde de parler formellement au nom d'une organisation, mais social-démocrate, je vous parle de notre parti, je vous prie de considérer mes déclarations comme un essai d'exposer précisément les opinions social-démocrates qui ont été défendues dans toutes nos publications, à savoir dans nos brochures, nos tracts, nos journaux."

Défendre la politique du parti et ne rien dire de ce que l'on sait de telle ou telle organisation du parti, voilà ce qui se dégage des directives données par LENINE aux emprisonnés, et ces directives doivent être suivies par tous les militants communistes.

LA QUESTION DES AVOCATS.

Des militants communistes défendus devant les tribunaux par des avocats bourgeois ont pu voir ces derniers baser la défense de leurs "clients" sur la condamnation de la politique et des dirigeants du parti. Cela, un militant communiste ne doit jamais le permettre. Voici, à ce propos, ce qu'écrivait LENINE dans sa lettre aux militants de Moscou:

"Les avocats doivent être inflexiblement tenus en main, placés sous les rigueurs de l'état de siège, car cette canaille d'intellectuels joue souvent de mauvais tours. Leur déclarer à l'avance: Si tu te permets, vieux salaud, la moindre inconvénience ou de verser dans l'opportunisme politique (parler de l'inculture, de l'erreur du socialisme, des entraînements, de la répudiation de la violence par les social-démocrates, du caractère pacifique de leur enseignement et du mouvement, etc...ou quelque chose de ce genre), je t'interromprai tout de suite en public, moi l'accusé, je te traiterai de misérable, je déclarerai repousser ta défense, etc... mettre ses menaces à exécution. Ne prendre que des avocats intelligents, il n'en faut pas d'autres; leur déclarer à l'avance: Bornez-vous exclusivement à critiquer et "mettre dedans" les témoins et le procureur sur la vérification des faits et la structure de l'accusation.

"Un avocat même libéral et intelligent est archi-enclin à parler du caractère pacifique du mouvement social-démocrate, ou à y faire allusion. Toute tentative de ce genre doit être

étouffée dans l'oeuf. Les juristes sont les gens les plus réactionnaires, disait, je crois, Bebel. Sache ta place, mon ami. Ne sois qu'un juriste, tairne en ridicule les témoins de l'accusation et le procureur, oppose tout au plus ce tribunal-ci au Jury des pays libres, mais ne touche pas aux convictions de l'accusé et prends bien garde de ne pas dire ce que tu en penses ou ce que tu penses de ses actions. Car, petit libéral que tu es, tu comprends si peu ces convictions que tu ne pourrais sans truisme en faire éloge. On peut, bien entendu, exposer tout cela à l'avocat sans la moindre euflerie, doucement, soûtement, prudemment, avec de feintes concessions. Mais le mieux est tout-de-même de craindre les avocats et de ne les point croire"

CAMARADES MILITANTS, SOYEZ FIDÈLES AUX ENSEIGNEMENTS DE LENINE
DEVANT LES POLICIERS, DEVANT LES JUGES, UN COMMUNISTE NE DOIT RIEN DIRE QUI PUISSE NUIRE AU PARTI, A LA CLASSE OUVRIÈRE.
MILITANTS NE L'OUBLIEZ JAMAIS, CAR UNE MINUTE DE DÉFAILLANCE PEUT TERNIR À JAMAIS LA PLUS BELLE VIE DE COMBATTANT RÉVOLUTIONNAIRE -
DEVANT L'ENNEMI DE CLASSE, IL FAUT MALGRÉ TOUT NE RIEN DIRE
CAMARADES COMMUNISTES, NOUS COMPTONS SUR VOUS POUR APPLIQUER AVEC COURAGE ET CONSCIENCE CES DIRECTIVES DONT L'IMPORTANCE NE VOUS ÉCHAPPERA PAS -

LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS (S.F.I.C.)

AUX MILITANTS ARRETES OU PERQUISITIONNES

(1)-DEMANDEZ COMMUNICATION DU MANDAT DE PERQUISITION OU D'ARRET.SAUF EN CAS DE FLAGRANT DELIT LES ARRESTATIONS ET LES PERQUISITIONS NE PEUVENT ETRE OPEREES PAR LA POLICE OU LA GENDARMERIE QU'EN VERTU D'UNE AUTORISATION REGULIERE,APPELEE MANDAT,DELIVREE PAR LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE,LE PREFET,LE TRIBUNAL,OU LE JUGE D'INSTRUCTION.SI VOUS NEGLIGEZ DE DEMANDER LE MANDAT,LA PERQUISITION SERA QUAND MEME REGULIERE,MEME S'IL N'EXISTE PAS DE MANDAT,DES L'INSTANT OU ELLE AURA ETE EFFECTUEE SANS OPPOSITION DE VOTRE PART - REFUSEZ TOUTE PERQUISITION QUI POURRAIT ETRE PRATIQUEE CHEZ VOUS SANS LA GARANTIE D'UN MANDAT REGULIER -

(2)-PREVEZ DE VOTRE ARRESTATION.C'EST POUR VOUS UN DROIT ABSOLU QUE D'AVISER VOTRE FAMILLE OU VOS AMIS.FAITES-LE AUSSI RAPIDEMENT QUE POSSIBLE-

(3)-DANS LE CAS DE FLAGRANT DELIT,DEMANDEZ LA REMISE DE VOTRE AFFAIRE A TROIS JOURS,CE QUI PERMET D'AVOIR LE TEMPS MATERIEL DE CHOISIR UN AVOCAT-VOUS AVEZ LE DROIT DE DEMANDER LA REMISE A TROIS JOURS DE VOTRE AFFAIRE AU PRESIDENT DU TRIBUNAL

(4)-NE REPONDEZ JAMAIS SANS LA PRESENCE D'UN AVOCAT,MEME AU COMMISSARIAT - DITES ET REPETEZ " JE NE REPONDRAI QUE DEVANT UN JUGE D'INSTRUCTION ET EN PRESENCE DE MON AVOCAT " NE VOUS LAISSEZ PAS INTIMIDER -

(5)-FAITES CONNAITRE IMMEDIATEMENT AU JUGE D'INSTRUCTION LE NOM DE VOTRE AVOCAT ET PREVEZ RAPIDEMENT VOTRE AVOCAT QUI NE PEUT VOUS QUE S'IL EST PREvenu PAR VOUS MEME -

(6)-NE SIGNEZ LE PROCES VERBAL DE VOTRE DECLARATION,QU'APRES L'AVOIR LU AVEC SOIN POUR VOUS ASSURER QU'IL EST BIEN CONFORME A VOS DECLARATIONS - NE SIGNEZ QUE DANS CE CAS-

(7)-DEMANDEZ LE BENEFICE DU REGIME POLITIQUE EN ECRIVANT AU DIRECTEUR DE LA PRISON -

TELS SONT,CAMARADES,LES CONSEILS PRATIQUES QUE CHAQUUN DOIT SAVOIR UTILISER AU MAXIMUM EN CAS DE PERQUISITION OU D'ARRESTATION -

Nous publions ci-après des textes destinés à servir pour la confection de papillons, affichettes, inscriptions. Pour tous les moyens, les organisations du Parti doivent faire connaître nos explications politiques, nos mots d'ordre et il est possible de faire des affichettes, des papillons même sans machine à écrire, en utilisant des procédés très simples sur lesquels nous attirons l'attention de nos militants, afin que dans les plus petits villages, dans les coins les plus reculés, les camarades communistes et sympathisants puissent faire connaître malgré tout, la politique du Parti.

La polycopie permet d'éditer des affichettes, papillons et tracts en procédant de la manière suivante:

Matériel de polycopie:

- 1° - Acheter de l'encre spéciale (encre à polycopier)
- 2° - Se procurer soit une "pierre humide" à polycopier soit de la pâte à polycopier, vendue au détail dans les papeteries, soit fabriquer soi-même de la pâte à polycopier.
- 3° - Pour fabriquer de la pâte à polycopier, délayer 50 grammes de sulfate de Baryte dans 500 grammes d'eau froide, décanter le liquide au bout de quelque temps. Ajouter 100 grammes de dextrine et 1.000 grammes de gélatine dissoute au préalable dans une faible quantité d'eau bouillante. Agiter le mélange sans cesse et couler le tout dans une boîte en métal à bords peu relevés, par exemple le couvercle d'une boîte de biscuits (Les produits sus-mentionnés se trouvent dans les Drogueries).

Comment polycopier:

- 1° - Ecrire avec une plume ordinaire trempée dans l'encre spéciale sur une feuille de papier plutôt glacé.
- 2° - Après avoir laissé sécher l'encre, appliquer soigneusement la feuille écrite sur la pâte à polycopier. Bien faire adhérer partout en passant la paume de la main ou un tampon de linge doux sur le papier. Après quelques instants, retirer délicatement la feuille.
- 3° - Appliquer une feuille de papier blanc sur la pâte à polycopier; faire adhérer et retirer: le premier tract est fait
- 4° - Après usage, passer délicatement un chiffon humide sur la pâte à polycopier, pour effacer.

Avec ce système, un camarade peut tirer aisément plusieurs dizaines de tracts, papillons ou affichettes dans une soirée. Le matériel peu encombrant, silencieux, se cache très facilement dans un endroit réduit.

Avec le dévouement de tous nos camarades, il est possible, il est indispensable, de faire aller partout les textes politiques de notre parti afin que la masse des Français sachent ce que pense et ce que veut le Parti communiste, le grand parti du peuple de France, le Parti de la libération sociale et nationale de notre pays.

TEXTES

Four Papillons, Tracts, Affichettes et Inscriptions

(Voir page 40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-

AVEUX DE CAPITALISTES

Un des journaux vendus publiés à Paris, sous le contrôle de l'Occupant avoue que le plan des capitalistes français, aidés par les maîtres de l'Allemagne, est de prendre la revanche de 1936.

Ce torchon écrit:

" Ah ! l'heureux temps que celui des syndicats de la C.G.T. "Le prolétariat était alors souverain. Il n'avait qu'à se mettre en grève et occuper les usines pour faire capituler le patronat et obtenir réduction des heures de travail, hauts salaires, échelle mobile, congés payés, etc..."

Et ces Messieurs d'ajouter:

" Le travailleur se la coulait douce, sa ménagère disputant aux favoris de la fortune, le poulet et la langouste, et toute la famille bousculant sur les plages les baigneurs de la haute".

Les capitalistes, soutenus par les occupants veulent que les travailleurs qui avaient conquis un peu de bien-être soient traités en esclaves et ils écrivent :

" Ils en ont (les travailleurs) pour des années et des années de travail peu rétribué, de privations et de sacrifices de toute nature".

Vous avez compris, travailleurs; ça, c'est le "socialisme" à la mode nazie, que l'on veut instaurer en France

Mais cela ne sera pas

Contre les plans de haine, de vengeance et d'oppression des capitalistes et de leurs protecteurs

TRAVAILLEURS, GROUPEZ-VOUS DANS VOS SYNDICATS

DRESSEZ VOS CAHIERS DE REVENDICATIONS

NOUS RESPERONS, ET EN MIEUX, JUIN 1936

Adhères au Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

Demandez, lisez l'HUMANITE (clandestine)

Reproduisez-la ; faites-la circuler.

LE CAPITALISME

C'EST LA FAMINE ET L'OPPRESSION

LE COMMUNISME

C'EST L'ABONDANCE ET LA LIBERTE

Adhères au Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

Demandez, lisez l'HUMANITE (clandestine)

Reproduisez-la; faites-la circuler.

EGALITE DEVANT LES SACRIFICES

Les maîtres provisoires de la France parlent d'égalité devant les sacrifices, mais vous ménagères, vous savez que

CE N'EST PAS VRAI

Vous faites la "queue", souvent pour rien, et vos enfants ont froid, mais les riches, les profiteurs de guerre, les messieurs à particule, toute la haute pègre, peuvent se ravitailler au "marché noir"

Ils ont, autant qu'ils en veulent, du charbon à 175 frs le sac ; - des œufs à 3,25 pièce ; - de l'huile à 120 frs le litre ; - du beurre à 85 Frs le kilog, etc...

Quant aux agents chargés de la surveillance, ILS TRAFIQUENT EUX AUSSI.

Voilà comment on affame le peuple avec la complicité des Pouvoirs publics qui protègent les voleurs et font arrêter les honnêtes gens.

MENAGÈRES, ne vous laissez pas affamer.

Exigez des vivres, du charbon; allez dans les Mairies, en masse avec vos enfants présenter vos revendications.

MÈRES, DEFENDEZ VOS ENFANTS

Adhères au Parti Communiste (S.F.I.C.)

Demandez, lisez l'HUMANITE (clandestine)

Reproduisez-la; faites-la circuler.

LES ACTIONS DES SOCIÉTÉS CAPITALISTES ALLEMANDES

dont l'index était de 154,6 en 1939,

atteignaient le 28 Décembre 1940

l'index : 176, 8

soit 33 % d'augmentation

La guerre est une bonne affaire pour les capitalistes (aryens et juifs) de tous les pays.

A BAS LE CAPITALISME INTERNATIONAL

VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

Adhères au Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

Demandez, lisez l'HUMANITE (clandestine)

Reproduisez-la ; faites-la circuler.

LE COUT DE LA VIE A DOUBLE DEPUIS 1939

Mais les salaires n'ont pas été augmentés.
Ils ont même, dans de nombreux cas, été diminués de 30 à 40%

Travailleurs, Etablissez votre cahier de revendications

Demandez le relèvement de vos salaires.

Entrez en masse dans vos Syndicats.

Adhères au Parti Communiste Français (S.F.I.C.)
Demandez, lisez l'HUMANITE (clandestine)
Reproduisez-la; faites-la circuler.

LES CHOMEURS SOUFFRENT DE LA FAIM ET DU FROID

L'allocation de chômage est insuffisante.

Tous les sans-travail veulent que

l'Allocation principale soit portée à 20 fr.

On peut bien donner 20 francs à un chômeur quand on donne
100 Millions par jour aux troupes d'occupation

et quand il y a

100 Milliards de bénéfices de guerre,
à confisquer.

POUR VOUS DEFENDRE, CHOMEURS, UNISSEZ-VOUS.

Adhères au Parti Communiste Français (S.F.I.C.)
Demandez, lisez l'HUMANITE (clandestine)
Reproduisez-la ; faites-la circuler .

DEPUIS LEUR ADHESION A L'URSS

les ouvriers des pays Baltes

ont vu

leurs salaires augmentés de 45 %

Ici, les salaires de famine,

En U.R.S.S. le bien-être pour tous,

telles est la réalité des temps présents.

Pour changer tout cela ouvriers rassemblez-vous dans vos Syndicats.

Adhères au Parti Communiste Français (S.F.I.C.)
Demandez, lisez l'HUMANITE (clandestine)
Reproduisez-la ; faites-la circuler.

24 MILLIARDS POUR LE BUDGET FRANCAIS

Pour le premier trimestre 1941 - Et pour la même période :

36 MILLIARDS POUR L'ARREE OCCUPANTE

Voilà ce que le peuple français doit payer.

Mais, les profiteurs de guerre ne rendent pas gorge.

Pour faire payer les riches et libérer la France,

FRANCAIS, UNISSEZ-VOUS !

Adhères au Parti Communiste Français (S.F.I.C.)
Demandez, lisez l'HUMANITE (clandestine)
Reproduisez-la ; faites-la circuler.

LES PETITS COMMERCANTS SONT TRAQUES .-

Les prix de détail sont taxés, mais,
LES GROSSISTES FONT CE QU'ILS VEULENT

Ils peuvent imposer des prix de gros plus élevés que les prix
de détail fixés par les pouvoirs publics.

C'est ainsi que les capitalistes spéculateurs s'enrichissent
au détriment

des Consommateurs et des Petits Commerçants

Contre les spéculateurs et affameurs du peuple, ménagers et
boutiquiers, Unissez-vous !

Adhères au Parti Communiste Français (S.F.I.C.)
Demandez, lisez l'HUMANITE (clandestine)
Reproduisez-la ; faites-la circuler

LE BEURRE EST PAYE 24 FR\$ LE KILO

AUX PAYSANS , mais IL EST VENDU :

34 FR\$ LE KILO AUX CONSOMMATEURS .

C'est ainsi que les capitalistes volent à la fois
les paysans et les consommateurs

Contre les spéculateurs capitalistes,

PAYSANS, OUVRIERS, PETITES GENS, UNISSEZ-VOUS !

Adhères au Parti Communiste Français (S.F.I.C.)
Demandez, lisez l'HUMANITE (clandestine)
Reproduisez-la. Faites-la circuler

LES RESPONSABLES DE LA GUERRE

ou plutôt quelques-uns d'entre eux :
Daladier, Camelin, Blum, Guy La Chambre
sont au Château de Bourrasaol.

Ils peuvent recevoir tous les jours dans leur chambre; ils se promènent librement dans le parc et ont la lumière toute la nuit.

Par contre, LES DEFENSEURS DU PEUPLE sont dans des cellules sans lumière; ils souffrent de la faim et du froid dans les prisons et les camps de concentration.

Tel est le sort réservé aux députés et militants communistes
POUR LIBERER CES HOMMES, HONNEUR DU PEUPLE DE FRANCE; Pour venir en aide à leurs familles, HOMMES ET FEMMES DE COEUR, UNISSEZ-VOUS.

Adhères au Parti Communiste Français (S.F.I.C.)
Demandez, lisez l'HUMANITE (clandestine)
Reproduisez-la; faites-la circuler

A BAS LES APPAMEURS DU PEUPLE

Le cheptel français, d'après les chiffres officiels, a diminué de:

Bovins 15 %
Ovins 20 %
Porcins 20 %

Tenant compte de cette diminution du cheptel,

Pour la période du 9 au 22 Décembre 1940, PARIS aurait dû recevoir:

20,430 bovins, au lieu de 6.985
32,416 ovins, au lieu de 3.897
11,840 porcins, au lieu de 762

Les arrivages ont donc diminué, pour cette période de:

Bovins: 67 %
Ovins: 90,5 %
Porcins 95 %

UNE QUESTION SE POSE:

OU PASSE LE BETAIL FRANÇAIS ?

Pour exiger un ravitaillement convenable.

Pour empêcher que vos enfants meurent victimes de la sous-alimentation,

MÈRES DE FAMILLES, UNISSEZ-VOUS.

ALLEZ DANS LES MARIÈRES EN MASSE AVEC VOS PETITS REVENDIQUER VOTRE DU.

Adhères au Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

Demandez, lisez l'HUMANITE (clandestine)
Reproduisez-la; faites-la circuler.

LE CHAMBON MANQUE.

Des enfants meurent de privations et de froid,
mais chaque jour:

10.000 Tonnes de CHARBON

SONT ENVOYÉES EN ITALIE.

Mères de famille, allez en masse avec vos enfants dans les Mairies, réclamer du charbon.

Unissez-vous, pour sauver vos petits.

Adhères au Parti Communiste Français (S.F.I.C.)
Demandez, lisez l'HUMANITE (clandestine)
Reproduisez-la; faites-la circuler.

=====
Ce que les traîtres de Vichy appellent
la "REVOLUTION NATIONALE",

C'est la France livrée aux Deux cents familles;
C'est la trahison installée en maîtresse, avec Laval, Flandin et de Brinon;
C'est la distribution de places et sinécures aux généraux battus
C'est la révocation des fonctionnaires républicains.
C'est la création d'une bureaucratie nombreuse et coûteuse, permettant aux camelots du roi, cagouleurs et réactionnaires de sucer le sang du pays.

C'est la liberté pour les coquins et la prison pour les communistes défenseurs du peuple.
C'est la suppression du suffrage universel et de toutes les libertés publiques - comme avant 1789 -
C'est le retour à l'obscurantisme avec la rentrée des congrégations et les attaques contre l'école laïque.

C'est la misère, le chômage et les bas salaires pour les masses ouvrières.
C'est la ruine des petits commerçants pour le plus grand profit des trusts.

C'est l'odieux régime de l'inquisition et des réquisitions abusives, pour les masses paysannes.
C'est la désorganisation du ravitaillement, le triomphe du "marché noir" et de la spéculation.

C'EST LA PIRE DES REACTIONS.

Pour mettre fin à cet odieux régime,

FRANCAIS et FRANCAISES, UNISSEZ-VOUS.

Adhères au Parti Communiste Français (S.F.I.C.)
Demandez; lisez l'HUMANITE (clandestine)
Reproduisez-la; faites-la circuler.

EN FRANCE PLUS DE SUPFRAGE UNIVERSEL

Le peuple n'a plus de droits qu'avant 1789.
La République n'existe plus.
La clique de Vichy ne représente rien; elle violente la
volonté du pays.

Mais au pays des SOVIETS il y a autant de REPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIETIQUES qu'il y a de peuples.
Et toutes ces Républiques, expression de la volonté souveraine
des peuples forment l'U.R.S.S.

LE PAYS QUI MONTRE AU MONDE LE CHEMIN DE LA VIE

LE CHEMIN DU BONHEUR

Adhérez au Parti Communiste Français (S.F.I.C.)
Demandez, lisez l'HUMANITE (clandestine)
Reproduisez-la, faites-la circuler -

Il y a 23 ans,

LA RUSSIE TZARISTE ETAIT MISERABLE.

Mais sous la direction du Parti bolchevik de LENINE et STALINE

L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES ET SOVIETIQUES

association fraternelle de peuples libres et égaux en droits a
fait des pas de géant .

La production en U.R.S.S occupe:

	Place dans le Monde	En Europe
Production industrielle totale:	2 ^e	1 ^{ère}
Construction de machines :	2 ^{ème}	1 ^{ère}
Machines agricoles :	2 ^{ème}	1 ^{ère}
Tracteurs :	2 ^{ème}	1 ^{ère}
Camions :	2 ^{ème}	1 ^{ère}
Minéral de fer:	2 ^{ème}	1 ^{ère}
Or	2 ^{ème}	1 ^{ère}
Machines combinées	1 ^{ère}	1 ^{ère}
Sucre de betteraves	1 ^{ère}	1 ^{ère}

Le capitalisme avait plongé la Russie dans la détresse

LE COMMUNISME L'A SAUVÉE

C'est lui seul qui peut sauver la France

Adhérez au Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

Demandez; lisez l'HUMANITE (clandestine)

Reproduisez-la ; faites-la circuler.

VIVE STALINE

VIVE LE PARTI COMMUNISTE !

LIBEREZ LES EMPRISONNES !

THOREZ AU POUVOIR

VIVE L'ARMEE ROUGE !

VIVE L'U.R.S.S

A BAS LES TRAITRES DE VICHY !

DU TRAVAIL ET DU PAIN

UNE RETRAITE POUR LES VIEUX

AUGMENTATION DES SALAIRES

A BAS LES AFFAMEURS DU PEUPLE

LE PEUPLE A FAIM, ET LES RICHES SONT REPUS !

MENAGERES REVENDIQUEZ VOTRE DU.

LE PEUPLE A FROID ET LES RICHES SONT AU CHAUD !

LES RICHES DOIVENT PAYER

VIVE LA REPUBLIQUE FRANCAISE DES SOVIETS !

LE COMMUNISME SAUVERA LA FRANCE !

Il faut dessiner une faucille et
un marteau a côté des inscriptions qui
par elles-mêmes ne montrent pas qu'el-
les émanent du Parti.

-00-

QUELQUES CONSEILS AUX DIFFUSEURS DU MATERIEL
ET DES MOTS D'ORDRE DU PARTI .-

Trop de camarades sont arrêtés en diffusant le matériel du Parti, en collant des affiches ou papillons.

Trop de militants ont été arrêtés ces derniers temps, ayant du matériel chez eux.

Pourquoi ?

Les Régions, Secteurs et sections ne chargent pas les méthodes de travail, cependant que la police, elle, perfectionne ses moyens de surveillance et de contrôle. De plus, nos militants ne s'attachent pas suffisamment à l'examen des causes qui ont amené la chute de nos diffuseurs.

Les camarades de la base ont inventé mille moyens pour diffuser le matériel; nos responsables n'ont pas su faire le choix des moyens qui correspondent le mieux à une situation donnée.

De plus, le bavardage après le travail, les rapports faits en famille, devant les enfants ont fait des victimes.

La distribution du matériel de la main à la main, sans contrôle a fait aussi des victimes; nos amis se faisant repérer par des ennemis ou provocateurs comme les diffuseurs du matériel du Parti dans leur quartier.

Au surplus, beaucoup de camarades seraient encore en liberté si les conseils donnés : ne jamais conserver de matériel chez soi, avaient été pris au sérieux.

Les arrestations importantes de ces derniers temps nous font un devoir de rappeler les conseils de prudence et d'attirer l'attention des militants à tous les échelons sur la nécessité d'examiner les faits qui ont amené l'arrestation de nos diffuseurs, d'éliminer les méthodes de travail qui ne correspondent plus à une période donnée et de rechercher sérieusement les méthodes nouvelles ou perfectionner les anciennes.

1°) Distribution du matériel dans les boîtes aux lettres. Nos amis savent que la police procède certains jours à un contrôle des boîtes, ce qui a permis l'arrestation de diffuseurs en cours de travail. Pourquoi ? Parce que ce travail n'a pas changé depuis un an.

La diffusion doit s'opérer dans une rue; au lieu d'opérer en trois ou quatre équipes, rapidement en 10 minutes, c'est la même équipe qui fait le travail dans la rue entière. C'est long et dangereux.

2°) la diffusion au "lancer" dans les rues et sur les marchés. La police sait que ce travail est fait au moment où il y a foule dans la rue et sur le marché (le matin). Cependant nos amis continuent comme par le passé.

Pourquoi ne pas utiliser d'autres méthodes de travail ?

Ainsi, il est possible à nos diffuseurs de se partager la besogne. Par paquets de 20 ou 30, les journaux ou tracts sont attachés à une ficelle de 20 centimètres, manie d'un crampon. Ces paquets peuvent être accrochés très rapidement sur les marchés, aux portes, aux palissades, aux murs, dans les endroits où il y a beaucoup de monde qui circule le matin, à proximité de l'endroit où chaque jour il y a des queues.

3° - La diffusion de la main à la main: Méthode la plus dangereuse et cette méthode est employée par des diffuseurs dans leur quartier. C'est cette méthode qui a amené le plus d'arrestations, les diffuseurs ayant été dénoncés notamment par des ennemis, avec indication d'adresse, ce qui a amené des perquisitions et arrestations. Cette méthode ne doit être employée que par des diffuseurs n'habitants pas le quartier où ils opèrent.

4° - Le collage de papillons et les inscriptions dans le métro nous ont fait arrêter bon nombre d'amis courageux, la police surveillant très activement les stations de métro. Cependant, si nos amis profitaient de certaines heures où il y a affluence, les arrestations seraient impossibles. Par exemple, entre 18 H. et 19 H.30 il est possible de faire dans le métro un travail considérable sans risques.

5° - Quelques camarades ont employé le moyen automatique de distribution du matériel:

Le paquet de journaux suspendu à un arbre. Le paquet est ficelé de façon à ce que par le moyen d'un bout d'amadou allumé, les tracts tombent et la diffusion se fait sans danger.

6° - Placer des tracts sur les balcons, de façon à ce qu'ils s'envolent.

7° - Placer, après repérage, un paquet de journaux sur le coffre arrière d'une voiture, au démarrage ou à un barrage

8° - Dans les chantiers d'immeubles ou métro, placer notre matériel sans danger.

9° - Là où c'est possible, opérer au moyen de l'équilibre; un récipient percé d'un côté, de l'autre un paquet de journaux.

10° - Dans les cinémas, en prenant toutes les mesures de sécurité; en opérant du balcon que l'on occupe à plusieurs. Choisir la fin du spectacle et lancer le paquet et rester au spectacle.

11° - Pour les inscriptions murales, certaines équipes ont voulu opérer en plusieurs temps. Cette méthode a été révélée dangereuse, la police pouvant se rendre compte d'une inscription en cours et surveiller l'emplacement; - agir à deux avec rapidité sous la surveillance de plusieurs amis et se débarrasser de suite du matériel.

Mille moyens nouveaux peuvent être utilisés après examen. Pas une réunion de groupe ne doit avoir lieu sans examen des moyens de diffusion, sans que la critique soit faite sur les moyens employés qui ont amené l'arrestation de diffuseurs.

Ne pas tolérer le bavardage dans les bistrotts, entre personnes qui ne sont pas du Parti. Eviter de se vanter et de citer des noms.

La diffusion du matériel est une des tâches les plus importantes et la sécurité des diffuseurs ne doit pas être examinée à la légère.

• Telles sont les réflexions que nous suggère l'examen de la répression dans le domaine de la diffusion du matériel.

Nous devons toujours être en avance d'une idée, d'une initiative sur les forces de répression du régime pourri dont la disparition est indispensable au relèvement de la France, à la libération de notre peuple.

Quand nos méthodes de diffusion sont devenues inefficaces, il faut en changer, il faut faire preuve d'intelligence, d'à-propos, de ruse pour faire échec aux forces policières.

Camarades, faites preuve d'intelligence et de courage,
NOUS LES AURONS !

— F I N —